Plan Stratégique du Parlement Haïtien de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement (PHJEA)-2025-2030

Inclusion des jeunes dans la gouvernance de l'eau, de l'assainissement et du climat en Haïti



HELVETAS HAITI

Parlement Haïtien de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement

Plan Stratégique du Parlement Haïtien de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement (PHJEA) 2025-2030

Inclusion des jeunes dans la gouvernance de l'eau, de l'assainissement et du climat en Haïti.

Auteur et Responsable du projet :
Kenzy JEAN PIERRE
kenzyjeanpierre@gmail.com

Illustration graphique, Photos et mise en page :
Rood-Nedlon SEBASTIEN
roodsebastien@gmail.com

Financement :
Ce plan a été élaboré avec le soutien financier d'**HELVETAS-Haiti**.

Date de publication :
Octobre 2024

Remerciements :

Nous tenons à remercier les institutions et les individus suivants qui ont participé aux discussions :

- Direction du Changement Climatique / Ministère de l'Environnement en Haïti
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) en Haïti
- Observatoire sur la Santé et le Climat en Haïti (OSCH)
- Women Empowerment Network (WEN)
- Les membres du Parlement Haïtien de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement (PHJEA), qui ont servi d'enquêteurs de terrain.

Table des matières

Liste des abréviations v
Liste des figures vi
Liste des tableaux vi
Résumé exécutif 7
Executive summary 9
CHAPITRE I : INTRODUCTION ET METHODOLOGIE 11
Introduction 12
Méthodologie 13
CHAPITRE II : CONTEXTE D'HAITI 15
Présentation du contexte 16
Géographie 16
Socio-politique 17
Démographie 17
Économie 17
Climat 17
Hydrologie 18
Assainissement 18
Santé 18
Jeunesse 19
Analyse contextuelle (SWOT) 20
CHAPITRE III : LE PARLEMENT HAÏTIEN DE LA JEUNESSE POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT (PHJEA) 21
Présentation du PHJEA 22
Historicité 22
Objectifs, Vision et Missions du PHJEA 22
Structure organisationnelle 24
Analyse de l'environnement organisationnel externe (PESTEL) 27
CHAPITRE IV : RESULTATS DES ENQUÊTES DE TERRAIN ET DU FOCUS GROUP 28
Enquête auprès de 100 jeunes leaders 29
Introduction 29
Méthodes 29
Résultats 29
Discussion 34

Focus group avec les parties prenantes 36
Introduction 36
Méthodes 36
Résultats 36
Discussion 39
CHAPITRE V : STRATÉGIES 40
7 axes stratégiques 41
1. Renforcement des Capacités des Jeunes par la Formation et la Sensibilisation 41
2. Facilitation de l'accès au Financement pour les Initiatives des Jeunes 41
3. Optimisation de la Représentation Politique des Jeunes dans les Processus Décisionnels 42
4. Utilisation de la Technologie pour Améliorer l'Accès à l'Information et aux Ressources 42
5. Encouragement de la Participation des Jeunes dans les Activités de Recherche et d'Innovation 43
6. Promotion de l'Inclusion des Jeunes Femmes et du Leadership Féminin 44
7. Adoption d'une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) avec une Perspective Jeunesse 44
Plan d'action 46
Calendrier 46
Indicateurs de performance 49
Plan de communication et mobilisation des ressources 51
Communication Interne 51
Communication Externe 51
Mobilisation Financière 52
Mobilisation de Ressources Matérielles 53
Cadre de suivi et d'évaluation 54
Apprentissage organisationnel et ajustements stratégiques 55
Apprentissage 55
Gestion des Risques et Plan d'Atténuation 55
CHAPITRES VI : RECOMMANDATIONS, PERSPECTIVES ET CONCLUSION 57
Recommandations 58
Perspectives 59
Conclusion 60
Références 61

Liste des abréviations

1. **CIVIC** : Participation Civique (Civic Participation)
2. **CSO** : Organisation de la Société Civile (Civil Society Organization)
3. **GIRE** : Gestion Intégrée des Ressources en Eau
4. **MENFP** : Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
5. **MJSAC** : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique
6. **OIF** : Organisation Internationale de la Francophonie
7. **ONG** : Organisation Non Gouvernementale
8. **ODD** : Objectifs de Développement Durable (Sustainable Development Goals)
9. **OSCH** : Observatoire sur la Santé et le Climat en Haiti
10. **PHJEA** : Parlement Haïtien de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement
11. **PMJE** : Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau (World Youth Parliament for Water)
12. **PNUE** : Programme des Nations Unies pour l'Environnement (United Nations Environment Programme)
13. **SNGRS** : Service National de Gestion des Résidus Solides (
14. **SNGRD** : Système National de Gestion des Risques et des Désastres (National System for Disaster Risk Management)
15. **UN** : Organisation des Nations Unies (United Nations)
16. **UNESCO** : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture**)**
17. **USAID** : Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development)
18. **WEN** : Women Empowerment Network

Liste des figures

Page

Figure 1: Sept stratégies clés du PHJEA 7
Figure 2:Seven key strategies of PHJEA 9
Figure 3:Localisation de la République d'Haïti 16
Figure 4: Analyse contextuelle (SWOT) 20
Figure 5: Structure organisationnelle 24
Figure 6: Sommet stratégique 25
Figure 7:Ligne hiérarchique 25
Figure 8:Technostructure 26
Figure 9:Technostructure 26
Figure 10:Support logistique 26
Figure 11: Tranche d'âge des participants 29
Figure 12:Sexe 30
Figure 13:Expérience sensibilisante à la gestion de l'eau en Haïti 30
Figure 14:Obstacles à la participation des jeunes à la gestion de l'eau 31
Figure 15: Actions suggérées aux leaders pour soutenir l'engagement des jeunes 31
Figure 16: Opportunités en gestion de l'eau et assainissement 32
Figure 17: Mesures de conservation de l'eau prioritaires 32
Figure 18: Mesures prioritaires pour améliorer l'assainissement 33
Figure 19: Vulnérabilité de la région au changement climatique 33
Figure 20: Actions pour réduire les effets du changement climatique 34
Figure 21: Renforcement de la résilience communautaire face au changement climatique 34

Liste des tableaux

Page

Tableau 1:Calendrier 48
Tableau 2: Indicateurs de performance 50

Résumé exécutif

La République d'Haïti, confrontée à une jeunesse dynamique mais vulnérable, nécessite des interventions stratégiques pour répondre aux défis complexes auxquels les jeunes font face. Les conditions socio-économiques, marquées par le chômage, le manque d'accès à l'éducation de qualité et l'inefficacité des systèmes de gouvernance, compromettent les aspirations et les potentialités des jeunes leaders du pays. Ces défis sont exacerbés par un environnement politique instable et un contexte économique précaire qui limitent les opportunités pour la jeunesse haïtienne. Pour répondre à ces enjeux pressants, le Plan Stratégique du PHJEA (Parlement Haïtien de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement) a été élaboré, offrant un cadre de référence pour le développement durable et l'autonomisation des jeunes. Ce plan s'inscrit dans une démarche participative et inclusive, mobilisant les jeunes, les institutions académiques, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux. Le but principal est de promouvoir l'inclusion économique, sociale et politique des jeunes à travers une série de stratégies interconnectées.

Le PHJEA mettra en œuvre sept stratégies clés :



Figure 1: Sept stratégies clés du PHJEA

Pour étayer ce plan, le PHJEA a mené des enquêtes de terrain auprès de 100 jeunes leaders dans les 10 départements du pays, ainsi que des groupes de discussion avec divers acteurs, notamment une institution étatique, une organisation internationale, une organisation de base et une organisation de défense des droits des femmes. En outre, une analyse conceptuelle et une analyse organisationnelle ont été réalisées pour identifier les besoins spécifiques et mesurer l'efficacité des interventions proposées.

En conclusion, ce plan stratégique vise à transformer le PHJEA en un catalyseur de changement pour la jeunesse haïtienne, favorisant une synergie entre les jeunes, les institutions et les partenaires de développement. À travers des actions concrètes et mesurables, le PHJEA renforcera l'autonomisation des jeunes, leur engagement civique et leur contribution au développement d'un avenir durable et inclusif en Haïti. Le succès de ce plan dépendra de l'engagement collectif et de la mobilisation des ressources nécessaires pour assurer sa mise en œuvre efficace et durable

Executive summary

The Republic of Haiti, faced with a dynamic yet vulnerable youth, requires strategic interventions to address the complex challenges that young people encounter. Socio-economic conditions, characterized by unemployment, lack of access to quality education, and inefficient governance systems, undermine the aspirations and potential of the country's young leaders. These challenges are exacerbated by an unstable political environment and a precarious economic context that limit opportunities for Haitian youth. To address these pressing issues, the Strategic Plan of the PHJEA (Haitian Youth Parliament for Water and Sanitation) has been developed, providing a framework for sustainable development and youth empowerment. This plan follows a participatory and inclusive approach, mobilizing youth, academic institutions, civil society organizations, and international partners. The main goal is to promote the economic, social, and political inclusion of young people through a series of interconnected strategies.

The PHJEA will implement seven key strategies:



Figure 2:Seven key strategies of PHJEA

To support this plan, the PHJEA conducted field surveys among 100 young leaders across the 10 departments of the country, as well as focus groups with various stakeholders, including a government institution, an international organization, a grassroots organization, and a women's rights organization. Additionally, a conceptual analysis and an organizational analysis were conducted to identify specific needs and measure the effectiveness of the proposed interventions.

In conclusion, this strategic plan aims to transform the PHJEA into a catalyst for change for Haitian youth, fostering synergy between young people, institutions, and development partners. Through concrete and measurable actions, the PHJEA will strengthen youth empowerment, civic engagement, and their contribution to the development of a sustainable and inclusive future in Haiti. The success of this plan will depend on collective commitment and the mobilization of the necessary resources to ensure its effective and sustainable implementation.

CHAPITRE I : INTRODUCTION ET METHODOLOGIE





Adelin Pierre - Président

Introduction

Dans un contexte mondial où les enjeux environnementaux sont de plus en plus pressants, Haïti, à l'instar de nombreux autres pays, fait face à des défis considérables liés à l'eau, à l'assainissement et au changement climatique. Ces défis sont d'autant plus cruciaux pour les jeunes générations, qui hériteront de l'état de notre environnement et en subiront directement les conséquences. C'est avec cette vision à long terme que le Parlement Haïtien de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement (PHJEA) a développé ce Plan Stratégique pour guider nos actions au cours des six prochaines années.

Ce plan s'inscrit dans une démarche proactive et collective, visant à améliorer l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement adéquats pour tous, tout en intégrant les préoccupations majeures du changement climatique. Nous, jeunes Haïtiens, avons compris que la lutte contre la dégradation de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie dans nos communautés ne peuvent être dissociées d'une prise en compte du climat et de sa forte influence sur nos ressources en eau.

Le PHJEA se veut une réponse adaptée aux enjeux spécifiques du pays et aux aspirations de la jeunesse haïtienne. Il s'articule autour d'objectifs clairs : renforcer la résilience des communautés face aux impacts du changement climatique, améliorer les infrastructures d'eau et d'assainissement, sensibiliser et former les jeunes aux pratiques durables, et promouvoir un environnement sain pour toutes et tous. Ce plan met également un accent particulier sur l'innovation et la collaboration, tout en valorisant l'engagement des jeunes dans les processus de décision.

Dans les années à venir, le PHJEA constituera un cadre stratégique essentiel pour le développement de solutions concrètes et durables, tout en favorisant l'inclusion et la participation active des jeunes dans la mise en œuvre de ces projets. En réunissant les acteurs de la société haïtienne autour de ces enjeux cruciaux, nous aspirons à catalyser un changement véritablement positif, pour un avenir où l'eau et l'assainissement deviennent des droits réels et accessibles pour toutes et tous.

En tant que jeunes leaders, nous avons la responsabilité et l'opportunité d'être les moteurs d'un changement transformationnel dans notre pays. Ce plan stratégique est notre feuille de route, et nous sommes fermement convaincus que, grâce à notre engagement, à notre détermination et à la coopération entre toutes les parties prenantes, nous parviendrons à relever ces défis. C'est ensemble, dans un esprit de solidarité et de responsabilité, que nous pourrons bâtir un avenir meilleur pour Haïti.

Méthodologie

Le présent plan stratégique repose sur une approche combinée d'analyse documentaire, de collecte de données sur le terrain et d'interactions avec les parties prenantes. L'objectif est d'analyser l'implication des jeunes dans ces domaines cruciaux et d'évaluer les défis, les opportunités et les capacités existantes pour promouvoir des solutions durables. La méthodologie utilisée inclut une revue documentaire, une enquête de terrain avec des questionnaires directifs, un focus groupe avec des institutions et parties prenantes, ainsi qu'une analyse du Parlement Haïtien de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement. Ces démarches ont permis de recueillir des données quantitatives et qualitatives, qui ont été analysées pour dégager des recommandations stratégiques adaptées à la situation haïtienne.

1. **Analyse Contextuelle (Recherche Documentaire)**
   Une revue documentaire a été réalisée pour comprendre les enjeux majeurs relatifs à l'accès à l'eau, à l'assainissement et au changement climatique en Haïti. Cette analyse a couvert :

- Les politiques nationales en matière d'eau, d'assainissement et de gestion des ressources naturelles.
- Les rapports sur l'impact du changement climatique sur les ressources en eau en Haïti.
- Les études sur la gestion de l'eau et les infrastructures existantes, ainsi que les besoins d'adaptation aux défis climatiques.
- Les initiatives menées par les jeunes dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

L'objectif de cette revue était de contextualiser les défis et les opportunités actuels dans ces secteurs, en tenant compte des réalités spécifiques de la jeunesse haïtienne, notamment dans les zones rurales et urbaines.

2. **Analyse du Parlement Haïtien de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement en Haïti**
   Cette analyse vise à évaluer comment la jeunesse haïtienne est impliquée dans les questions liées à l'eau, à l'assainissement et au changement climatique.

3. **Enquête de Terrain avec Questionnaire Directif**
   Une enquête de terrain a été réalisée auprès de 100 jeunes leaders, répartis sur les 10 départements d'Haïti (10 jeunes par département). Les questionnaires directifs ont été conçus pour recueillir des informations sur les thèmes suivants :

- Perception des jeunes sur les enjeux liés à l'eau et à l'assainissement dans leur région.
- Niveau de sensibilisation et de formation des jeunes concernant la gestion de l'eau et l'assainissement.

- Capacité des jeunes à participer activement à la gouvernance de l'eau et à proposer des solutions locales.
- Obstacles rencontrés par les jeunes pour s'engager dans des actions concrètes pour l'eau et l'assainissement.

4. **Focus Group avec les Institutions et Parties Prenantes**
   Un focus groupe a été organisé avec des institutions et parties prenantes clés du secteur de l'eau, de l'assainissement et du changement climatique en Haïti, comprenant :

- Des organisations internationales et nationales travaillant sur l'accès à l'eau, l'assainissement et l'adaptation au changement climatique.
- Un représentant du Ministère de l'Environnement.
- Une organisation de femmes.

Ce focus groupe a permis d'obtenir une vision partagée des défis à relever et des solutions possibles. Il a également permis de souligner les opportunités de collaboration entre les parties prenantes pour renforcer l'implication des jeunes dans la gestion des ressources en eau et des infrastructures d'assainissement.

5. **Analyse et Synthèse des Résultats**
   Les résultats de l'enquête de terrain et du focus groupe ont été analysés pour dégager :

- Les aspirations des jeunes concernant la gestion de l'eau, l'assainissement et le changement climatique.
- Les capacités existantes des jeunes à participer à des actions concrètes et à influencer les décisions politiques dans ces domaines.
- Les obstacles majeurs rencontrés.
- Les besoins de renforcement des capacités et de formation pour les jeunes afin de les rendre plus efficaces dans la gestion durable des ressources en eau.

Conclusion

Cette méthodologie participative et inclusive a permis de formuler des recommandations stratégiques pour une gestion plus durable de l'eau et de l'assainissement en Haïti. Elle a mis en évidence le rôle essentiel des jeunes dans la réponse aux défis posés par le changement climatique et dans la gestion des ressources en eau, tout en soulignant la nécessité de renforcer leurs capacités et leur engagement dans ce secteur vital.

CHAPITRE II : CONTEXTE D'HAITI



Présentation du contexte

Géographie

Haïti, avec une superficie de plus de 27,000 km², comprend plusieurs îles satellites et est caractérisée par un relief majoritairement montagneux (IHSI, 2015). Le pays est situé entre les latitudes 18˚ et 19˚ Nord et les longitudes 68˚ et 75˚ Ouest(IHSI, 2015). Baigné par l'Océan Atlantique au nord et la mer des Caraïbes au sud, il est entouré par Cuba à l'ouest, la Jamaïque au sud-ouest, et la République Dominicaine à l'est avec une frontière de 386 km (IHSI, 2015). Administrativement, Haïti est divisé en 10 départements, 42 arrondissements, 140 communes, 64 quartiers, et 570 sections communales (IHSI, 2015).

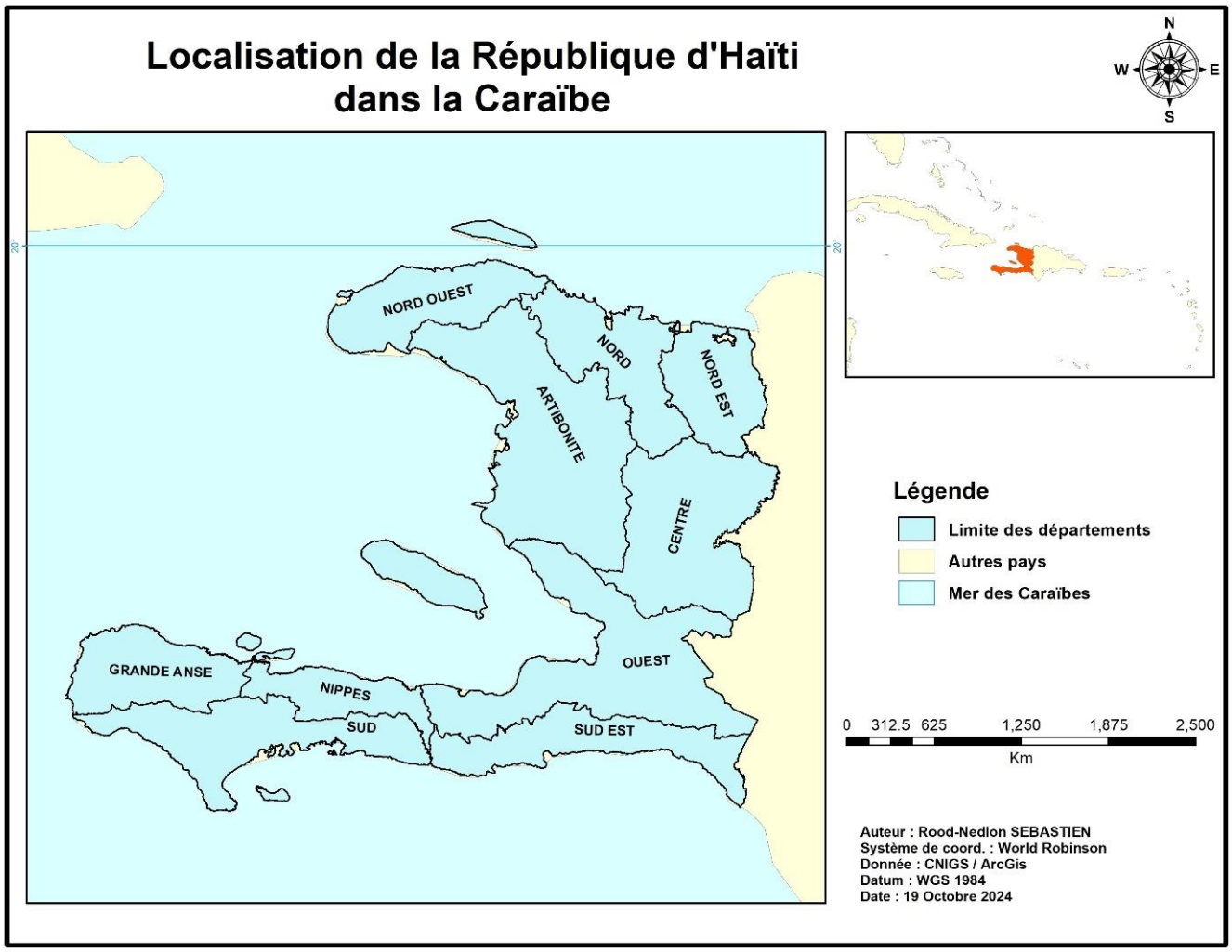


Figure 3:Localisation de la République d'Haïti



Socio-politique

Depuis son indépendance en 1804, Haïti a traversé des crises politiques et économiques fréquentes, marquées par des coups d'État, des régimes autoritaires et des interventions étrangères. Cette instabilité a favorisé la concentration des pouvoirs et des ressources au sein d'une élite restreinte, exacerbant les inégalités (OECD, 2021). Les crises récurrentes ont souvent contrecarré les tentatives de réforme, laissant les institutions fragiles et suscitant un manque de confiance du public envers le gouvernement. Le faible niveau des dépenses publiques par habitant et les investissements insuffisants dans les services sociaux aggravent les conditions de vie (OECD, 2021). En Haïti, le leadership féminin reste limité, avec seulement 33,3 % des postes ministériels occupés par des femmes en 2022, une proportion qui reflète un déséquilibre persistant dans la participation des femmes dans les instances décisionnelles (World Bank, 2024).



Démographie

Selon les estimations, Haïti compte environ 11,7 millions d'habitants avec une densité de 425 personnes/km (UN, 2019). La population urbaine représente environ 59,8 %, concentrée sur moins de 5 % du territoire (UN, 2019). En 2023, les femmes représentent 50,5 % de la population haïtienne (World Bank, 2024c). L'âge médian est de 23,5 ans et l'espérance de vie est de 64,8 ans. La population est majoritairement jeune, avec 35,9 % des habitants ayant moins de 15 ans (UN, 2024).



Économie

Les principaux secteurs économiques sont l'agriculture (26 % du PIB), l'industrie (17 %), et les services (52 %) (Consulat Général d'Haïti à Montréal, 2006). Le PIB par habitant est estimé à 1 694,1 USD en 2023 (World Bank, 2024b). Haïti est l'un des pays les plus pauvres avec une répartition des revenus inégale, comme en témoigne un indice de Gini de 41,1 (World Bank, 2024b). Environ 58 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et 29,2 % en dessous du seuil de pauvreté extrême (World Bank, 2024b).



Climat

Haïti bénéficie d'un climat tropical chaud et humide, avec des températures variant généralement entre 23°C et 33°C en été, et entre 19°C et 28°C en hiver (World Bank, 2021). Les régions les plus sèches incluent les plaines des Gonaïves et la plaine du Cul-de-Sac (World Bank, 2021). Les précipitations annuelles varient de 550 mm dans les plaines à 1200 mm dans les régions montagneuses, les versants sous le vent recevant environ trois fois moins de précipitations que les versants nord et au vent (World Bank, 2021). La saison des pluies est plus longue dans les régions nord et sud de l'île, atteignant son pic entre mars et novembre (World Bank, 2021). Ces dernières décennies, Haïti a observé une augmentation de la température moyenne de plus de 1°C entre 1973 et 2003 (Singh & Cohen, 2014). Ce réchauffement s'accompagne d'une variabilité accrue des conditions météorologiques, avec des sécheresses prolongées durant la saison sèche et des tempêtes sévères pendant la saison

des pluies, aggravant les risques d'inondations et d'érosion. Située sur la trajectoire des tempêtes tropicales formées dans l'océan Atlantique, Haïti est particulièrement vulnérable aux cyclones, dont 35% ont été classés comme catégories 4 ou 5 dans les années 90 (Singh & Cohen, 2014). Les inondations fréquentes, résultant de fortes pluies saisonnières, de la déforestation et de l'érosion des sols, compromettent la sécurité alimentaire en détruisant les infrastructures agricoles et contribuent à la propagation de maladies comme le choléra (Singh & Cohen, 2014). Par ailleurs, la montée des océans entraîne la salinisation des nappes phréatiques, rendant les terres côtières de plus en plus impropres à l'agriculture, ce qui constitue une menace sérieuse pour l'économie locale et la sécurité alimentaire (Singh & Cohen, 2014).



Hydrologie

Haïti bénéficie d'une grande variété de ressources hydriques, incluant des rivières, des lacs, des nappes phréatiques et des sources souterraines. Les estimations indiquent que le pays dispose d'environ 11 870 millions de mètres cubes d'eaux de surface renouvelables chaque année, auxquelles s'ajoutent 2 157 millions de mètres cubes d'eaux souterraines (USAID & SWP, 2021). Le territoire est divisé en sept grandes régions hydrographiques, comprenant 30 bassins, dont trois subdivisés, totalisant ainsi 34 sous-unités (FAO, 2015). L'Étang Saumâtre, également appelé Lac Azuei, est le plus vaste lac naturel d'Haïti, couvrant 113 km², entouré de marais et contenant de l'eau saumâtre(FAO, 2015). Un autre plan d'eau significatif est l'étang de Miragoâne, avec ses 11 km², tandis que 69 autres petits étangs couvrent une superficie combinée d'environ 20 km²(FAO, 2015). Les régions du Sud-ouest, du Centre et du Nord sont celles où les ressources en eaux renouvelables sont les plus abondantes, avec un potentiel annuel respectivement estimé à 14 et 11,5 milliards de mètres cubes, représentant 62 % des réserves hydriques du pays (DINEPA, 2008).



Assainissement

En 2016, un rapport de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) a révélé que Port-au-Prince, la capitale, affichait le taux de collecte de déchets le plus bas de toute l'Amérique, avec seulement 12 % de déchets collectés (Riquelme et al., 2016). Pour remédier à ces problèmes, en 2017, une loi portant sur la création, l'organisation et le fonctionnement du Service National de Gestion des Résidus Solides (SNGRS) a été adoptée par le corps législatif(Corps Législatif, 2017). Cependant, les lacunes en matière d'assainissement en Haïti reste alarment. De surcroit, en 2020, 31 % des habitants des zones rurales pratiquaient encore la défécation en plein air (World Bank, 2023).



Santé

La mauvaise gestion des sources d'eau aggrave les problèmes d'assainissement et d'hygiène, augmentant le risque de maladies diarrhéiques et d'infections (Mock et al., 2017).En Haïti, environ 88 % des décès chez les moins de 5 ans sont liés à la pénurie d'eau et aux maladies hydriques (UNFPA, 2016). L'application incorrecte des pesticides, dont 80 % sont mal utilisés, contribue à la pollution de l'eau (USAID & SWP, 2021). Environ 1,5 million de personnes vivent dans des zones touchées par le stress hydrique, soit environ

15 % de la population totale (USAID & SWP, 2021). En 2022, seulement 43 % de la population rurale avait accès à l'eau potable, contre 48 % en 2015 et 50 % en 1990 (World Bank, 2023). Le choléra, apparu en 2010, a causé près de 10 000 décès et 820 000 infections jusqu'en 2018 (WHO, 2022). Haïti dispose de 1 007 structures sanitaires, mais beaucoup manquent de ressources adéquates 2022(MSPP & UEP, 2023). Le ratio de personnel essentiel est de seulement 7,3 pour 10 000 habitants 2022(MSPP & UEP, 2023), indiquant une grave pénurie de personnel médical qualifié.



Jeunesse

En Haïti, l'âge légal de la majorité est de 18 ans(La Constitution de La République d'Haïti, 1987), mais la définition de la jeunesse varie selon les organismes. L'Organisation des Nations Unies (ONU) considère la jeunesse comme le groupe d'âge de 15 à 24 ans (ONU, 2018), toutefois L'UNESCO reconnaît que la jeunesse est une catégorie fluide et évolutive, dont la définition varie d'un pays et d'une région à l'autre(UNESCO, 2023). L'Organisation internationale de la Francophonie élargit la définition de la jeunesse en fixant l'âge maximal à 35 ans (OIF, n.d.). En 2019, 54 % de la population haïtienne avait moins de 25 ans (UNICEF, 2019). Un sondage d'U-Report a révélé que 44 % des jeunes estiment que leur opinion n'est pas prise en compte dans les décisions communautaires, 26 % se sentent exclus des processus décisionnels, et 44 % s'inquiètent du chômage (UNICEF, 2019). Ces résultats soulignent la nécessité d'inclure les jeunes dans les discussions qui les concernent. Le Ministère de la Jeunesse et du Sport joue un rôle clé dans la coordination des initiatives destinées à cette population, cherchant à promouvoir leur participation active et à répondre à leurs besoins (UNICEF, 2019).

Analyse contextuelle (SWOT)

FORCES

1. **Abondance des ressources naturelles en eau** : Haïti possède une diversité de ressources en eau, avec des rivières et des sources présentes dans plusieurs départements, offrant des bases solides pour un meilleur accès à l'eau potable.

2. **Reconnaissance croissante des enjeux de l'eau et de l'assainissement** : Les autorités locales et les organisations communautaires sont de plus en plus conscientes de l'importance d'améliorer l'accès à l'eau et aux services d'assainissement, ce qui permet de mieux orienter les projets.

3. **Appui international constant** : La présence d'organisations internationales et la Banque mondiale, qui apportent des ressources financières et techniques, reste un atout majeur pour la gestion des projets.

4. **Implicabilité des jeunes leaders** : Les jeunes leaders issus de divers secteurs sociaux et communautaires prennent activement part aux discussions sur la gestion de l'eau et l'assainissement, apportant des solutions innovantes et adaptées aux besoins locaux.

5. **Ouverture à l'innovation** : La gestion de l'eau en Haïti peut s'appuyer sur des solutions technologiques émergentes (ex. : filtres, systèmes solaires) pour améliorer la distribution et la gestion durable de l'eau.

FAIBLESSES

1. **Infrastructure obsolète et insuffisante** : Les systèmes de distribution d'eau potable et d'assainissement sont souvent vétustes, mal entretenus, ou inexistants dans certaines zones rurales et périurbaines.

2. **Dépendance aux financements externes** : Les projets de gestion de l'eau sont fortement dépendants des bailleurs de fonds étrangers, créant une vulnérabilité en cas de baisse ou retrait de ces financements

3. **Manque de mécanismes de suivi et d'évaluation** : L'absence d'un système robuste de suivi et d'évaluation limite la capacité à mesurer l'impact des projets et à ajuster les stratégies en conséquence.

4. **Coordination insuffisante entre acteurs** : Une faible collaboration entre les autorités locales, les ONG, et les organisations communautaires peut entraîner des doublons dans les interventions et une mauvaise allocation des ressources.

5. **Manque de données fiables** : Les acteurs peinent à obtenir des données à jour sur l'état des ressources en eau et sur les besoins des populations, compliquant la prise de décision.

OPPORTUNITÉS

1. **Renforcement des partenariats avec les autorités locales** : La collaboration accrue avec les municipalités et les administrations locales pourrait faciliter l'intégration des projets dans les politiques publiques et permettre une meilleure durabilité.

2. **Accès à des financements pour la résilience climatique** : Avec l'accent mondial sur la lutte contre les effets du changement climatique, des opportunités de financements dédiés à la gestion de l'eau, à la réduction des risques et à l'adaptation climatique sont disponibles.

3. **Sensibilisation accrue des jeunes** : Les jeunes peuvent être un vecteur de sensibilisation efficace pour promouvoir l'importance de la gestion de l'eau, de la protection des ressources et des pratiques d'assainissement.

4. **Technologies pour l'eau et l'assainissement** : L'utilisation de nouvelles technologies pour la gestion de l'eau (telles que des systèmes de purification à faible coût) et des solutions pour l'assainissement durable peut offrir des réponses adaptées aux défis locaux.

5. **Collaboration avec des institutions de recherche** : Le partenariat avec des universités et des institutions de recherche pourrait permettre d'explorer des solutions novatrices aux problématiques locales liées à la gestion de l'eau et de l'assainissement.

MENACES

1. **Changement climatique** : L'augmentation de la fréquence et de la sévérité des phénomènes climatiques extrêmes (sécheresses, inondations) affecte la disponibilité de l'eau, augmentant les tensions sur les ressources et compliquant leur gestion.

2. **Instabilité politique et économique** : L'instabilité politique en Haïti, associée à une situation économique fragile, constitue un frein à la mise en place durable de projets d'infrastructures d'eau et d'assainissement.

3. **Manque d'engagement communautaire** : La méfiance des communautés envers les initiatives perçues comme étant extérieures ou le manque de compréhension des enjeux liés à l'eau peut limiter la participation et l'appropriation locale des projets.

4. **Crises économiques mondiales** : Les crises économiques internationales peuvent affecter les financements extérieurs, notamment ceux provenant de partenaires internationaux ou de fonds verts, limitant ainsi la mise en œuvre de certains projets.

5. **Risques sanitaires** : L'absence de gestion adéquate de l'assainissement dans plusieurs régions du pays expose la population à des maladies hydriques telles que le choléra, rendant les interventions d'autant plus urgentes et complexes.

Figure 4: Analyse contextuelle (SWOT)

CHAPITRE III : LE PARLEMENT HAÏTIEN DE LA JEUNESSE POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT (PHJEA)



Présentation du PHJEA

Historicité

Le Parlement Haïtien de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement (PHJEA), créé en 2020, est une association à but non lucratif qui œuvre pour améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Haïti. Collaborant avec le Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau (PMJE), le PHJEA mobilise de jeunes parlementaires dans les dix départements du pays et se concentre sur l'inclusion et l'égalité. L'association est structurée en plusieurs organes et adapte continuellement ses stratégies pour répondre aux défis climatiques et aux besoins croissants, tout en renforçant la participation des jeunes dans la gouvernance de l'eau et du changement climatique.

Objectifs, Vision et Missions du PHJEA

Le PHJEA a pour objectifs de :

- Participer, au nom de la jeunesse haïtienne, à tous les débats sur la problématique de l'eau et l'assainissement au niveau local, national et international ;
- Soutenir des programmes/projets concrets pour des résultats durables ;
- Mener des consultations locales et nationales sur la jeunesse, l'eau et l'assainissement.

Le PHJEA a pour vision :

Une société où tout le monde, y compris les groupes vulnérables, a accès à des services durables d'approvisionnement en eau potable et en assainissement, sur la base des critères établis tant au niveau national qu'international, notamment à travers les Droits Humains à l'Eau et à l'Assainissement et les Objectifs du Développement Durable (ODD).

Le PHJEA a pour missions de :

- Porter la voix des jeunes dans les processus décisionnels à tous les niveaux ;
- Encourager la mise en œuvre des programmes jeunesse en matière de l'eau et de l'assainissement ;
- Encourager les femmes et les groupes vulnérables dans leurs plaidoyers et leurs luttes pour la résolution des problèmes spécifiques créés par les défaillances dans la fourniture des services de l'eau et de l'assainissement ;
- S'impliquer activement dans des espaces et des mécanismes de concertation et de redevabilité sur les questions relatives à l'eau et à l'assainissement ;

- Être un creuset de communication, de discussion des actions, des mesures et des dispositions légales de l'État et de la société civile auprès de la jeunesse ;

- Promouvoir et encourager des initiatives jeunesse pour la résolution des problèmes liés à l'accès à l'eau et à l'assainissement ;

- Informer les organisations de jeunes évoluant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, de toutes les résolutions/décisions prises (Assemblées générales, rencontres, forums, etc).

Structure organisationnelle

Pour structurer l'organisation le PHJEA selon les concepts de Mintzberg, nous décrivons les éléments suivants de manière plus approfondie :

1. Idéologie

L'idéologie est le fondement des valeurs, des croyances et des principes qui guident l'organisation. Pour le PHJEA, elle est caractérisée par :

- L'égalité et l'inclusion : Une conviction fondamentale que chaque individu, indépendamment de son sexe, origine, croyance ou statut social, a droit à un accès équitable à l'eau potable et à l'assainissement. Le PHJEA s'engage à promouvoir des solutions inclusives qui répondent aux besoins de tous, y compris des groupes marginalisés.

- La participation des jeunes : Un engagement envers l'autonomisation des jeunes, en leur offrant des plateformes pour s'exprimer et influencer les politiques liées à l'eau et à l'assainissement. Cette idéologie valorise l'importance de la jeunesse comme acteur clé du changement social et environnemental.

- Les droits humains et le développement durable : Le PHJEA se base sur les principes des Droits Humains à l'Eau et à l'Assainissement, alignés sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Cette idéologie intègre un engagement pour des pratiques durables qui respectent les droits fondamentaux de tous les individus.

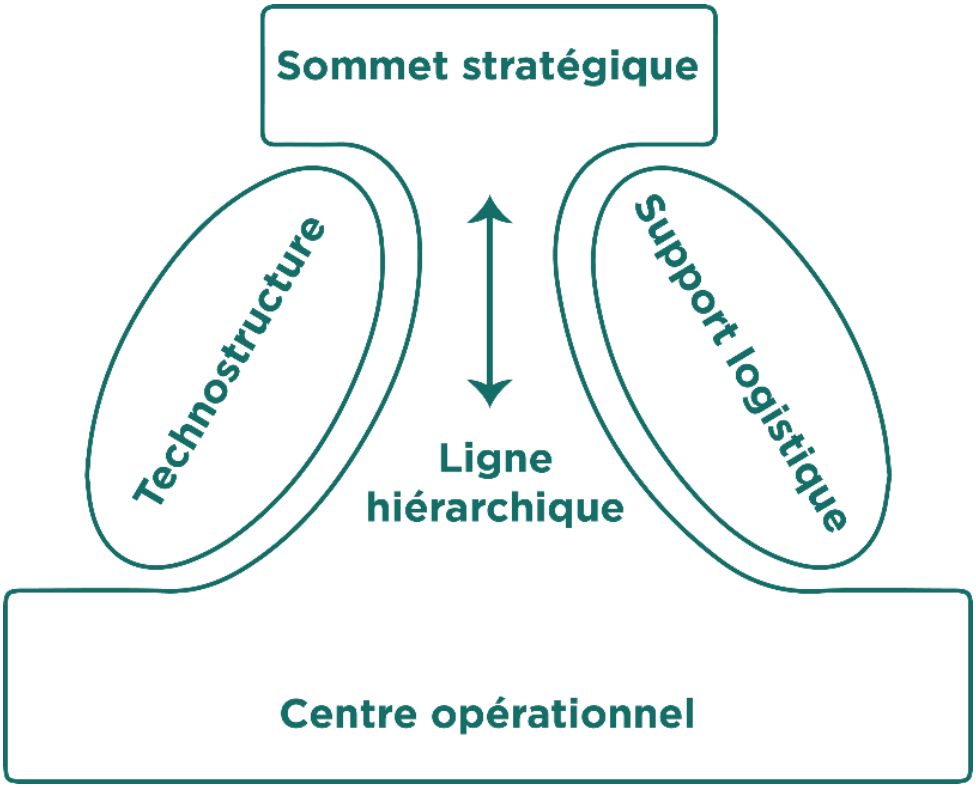


Figure 5: Structure organisationnelle

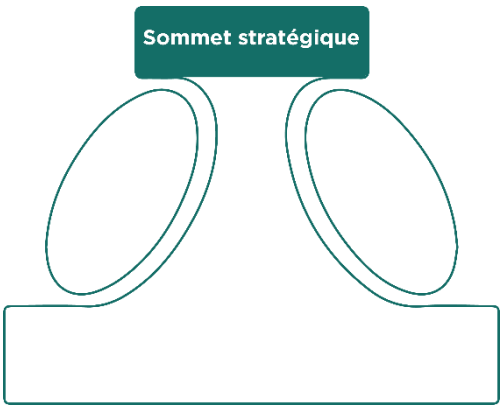


Figure 6: Sommet stratégique

2. Sommet stratégique

Le sommet stratégique est la composante responsable des décisions stratégiques de l'organisation. Il comprend :

Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau (PMJE) : Entité internationale à laquelle le PHJEA est affilié. Le PMJE définit les lignes directrices globales et coordonne les actions des différents parlements nationaux de la jeunesse. Il offre un cadre stratégique international pour l'échange de bonnes pratiques et l'harmonisation des efforts.

- Assemblée Générale (AG) : L'organe décisionnel suprême, ouvert à tous les membres, qui se réunit annuellement pour décider des orientations stratégiques majeures, élire le Comité Directeur, et approuver les plans d'action et budgets. L'AG est le principal forum où les membres peuvent participer à la gouvernance de l'association.

- Le Comité Directeur (CD) : Organe exécutif responsable de la mise en œuvre des décisions de l'AG. Composé de membres élus, il gère les affaires courantes de l'association et prend des décisions opérationnelles importantes. Le CD inclut des postes clés tels que le Président, le Vice-Président, le Secrétaire Général, le responsable de la communication, le trésorier et autres membres en appui des poste sus cités.

- Le Comité Permanent (CP) : Organe consultatif composé d'anciens dirigeants et de partenaires stratégiques, il apporte une continuité institutionnelle et fournit des conseils stratégiques. Le CP joue un rôle crucial dans l'orientation à long terme du PHJEA et dans le maintien de relations avec des entités externes.

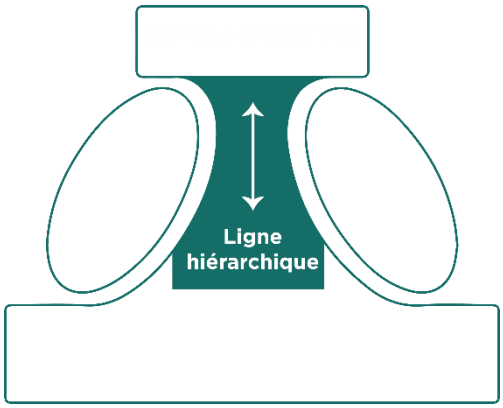


Figure 7:Ligne hiérarchique

3. Ligne hiérarchique

La ligne hiérarchique relie le sommet stratégique aux autres niveaux de l'organisation, assurant la transmission des décisions et la supervision. Elle comprend :

- Le Comité Directeur (CD) : En tant qu'organe exécutif, il supervise la mise en œuvre des décisions stratégiques et assure la coordination entre les différents niveaux de l'organisation.

- Comité National (CN) : Cet organe est un intermédiaire clé qui traduit les décisions stratégiques de l'AG en actions concrètes. Il assure également la liaison avec les jeunes parlementaires dans les différents départements géographiques d'Haïti.

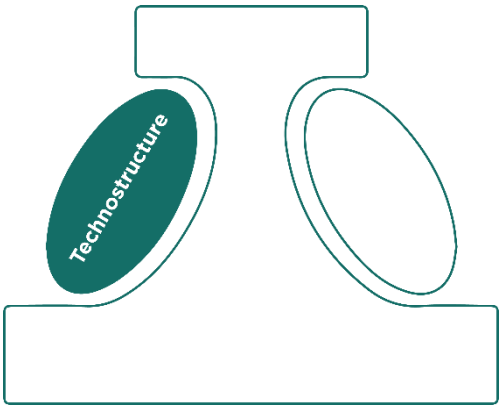


Figure 8:Technostructure

4. Technostructure

La technostructure inclut les spécialistes et analystes qui développent des processus et des méthodes de travail standardisés. Pour le PHJEA, cela englobe :

- Les Commissions Techniques (CT) : Groupes spécialisés qui se concentrent sur des domaines spécifiques tels que les projets, le genre et l'équité sociale. Ces commissions élaborent des politiques, préparent des projets et effectuent des analyses pour soutenir les objectifs de l'association. Elles jouent un rôle crucial dans la standardisation des pratiques et l'amélioration continue des processus.

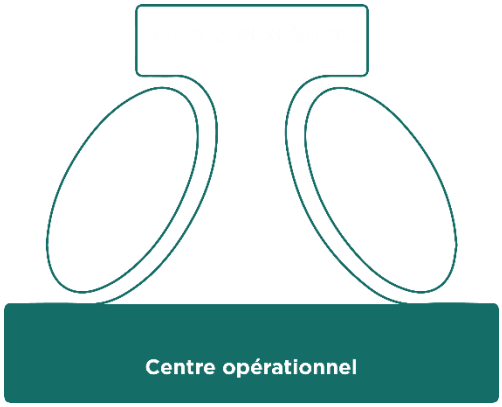


Figure 9:Technostructure

5. Centre Opérationnel

Le centre opérationnel se compose des individus qui exécutent les activités principales de l'organisation. Dans le PHJEA, il inclut :

- Les jeunes parlementaires : Acteurs de terrain répartis à travers les dix départements d'Haïti. Ils mettent en œuvre les projets locaux, sensibilisent les communautés aux enjeux de l'eau et de l'assainissement, et recueillent des données pour informer les décisions stratégiques. Leur travail est central pour l'accomplissement de la mission de l'association.

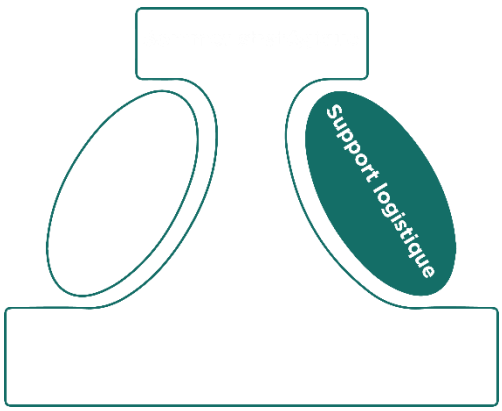


Figure 10:Support logistique

6. Support logistique

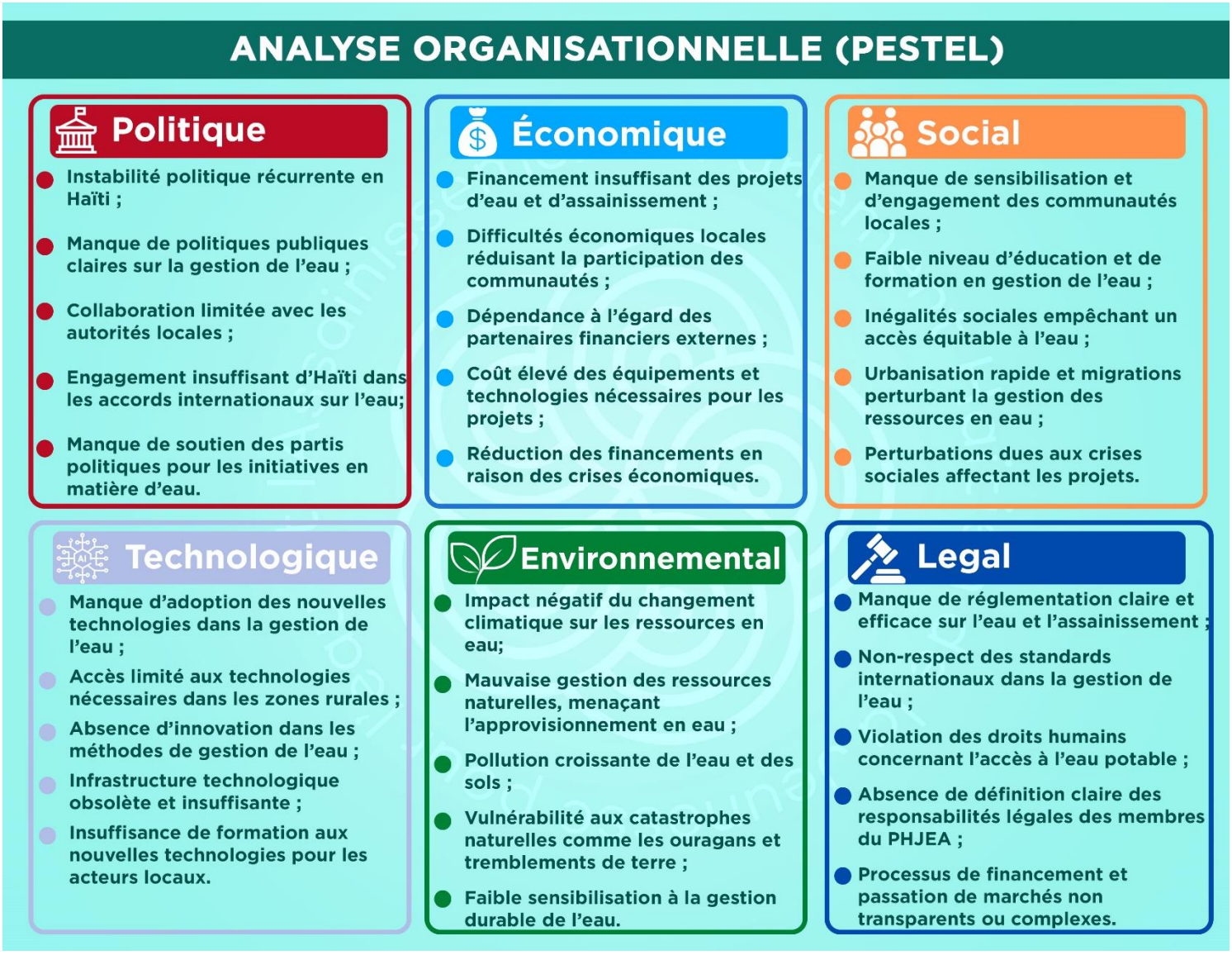
Le support logistique se compose des ressources et des services qui soutiennent les opérations quotidiennes. Il comprend :

- Le siège social : Basé à Pétion Ville, il est le centre de coordination de l'ensemble des activités de l'association, gérant les ressources matérielles et humaines.

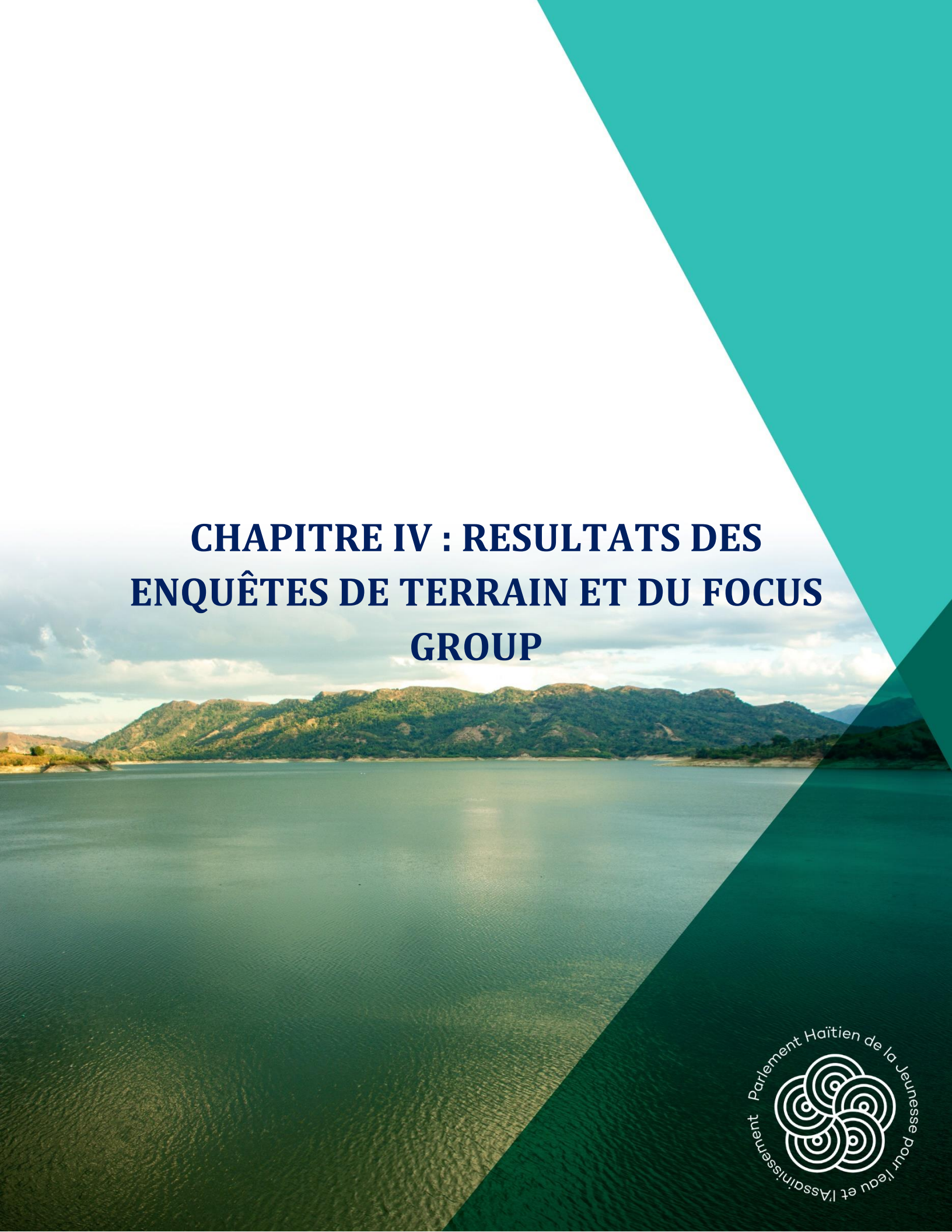
- Le Comité Permanent (CP) et les Commissions Techniques (CT) : Ces entités fournissent un support crucial en matière de gestion des partenariats et de fourniture de ressources spécialisées pour les divers projets et activités.

Ces éléments définissent une structure organisationnelle claire et efficace pour le PHJEA, assurant une gouvernance transparente, une exécution précise des projets, et une participation active des jeunes dans la promotion de l'accès à l'eau et à l'assainissement en Haïti.

Analyse de l'environnement organisationnel externe (PESTEL)



CHAPITRE IV : RESULTATS DES ENQUÊTES DE TERRAIN ET DU FOCUS GROUP



Enquête auprès de 100 jeunes leaders

Introduction

La jeunesse haïtienne, malgré des défis socio-économiques, joue un rôle clé dans la gestion de l'eau, l'assainissement et la résilience face au changement climatique. Cette enquête a pour objectif de recueillir les perceptions et priorités de 100 jeunes leaders, âgés de 18 à 35 ans et issus de divers secteurs sociaux et communautaires en Haïti, sur ces enjeux cruciaux.

Méthodes

Cette enquête a été réalisée afin d'évaluer les perceptions et priorités de 100 jeunes leaders engagés, âgés de 18 à 35 ans, issus de divers secteurs représentant des groupes à caractère social ou communautaire en Haïti. La tranche d'âge des jeunes est définie comme étant comprise entre 18 et 35 ans, basée sur le fait qu'en Haïti, 18 ans constituent l'âge légal de la majorité, marquant le début de la responsabilité civile et légale. Cette tranche d'âge est également conforme aux recommandations de l'OIF, qui fixe la limite supérieure de la jeunesse à 35 ans. L'enquête a été conduite sur une période de 15 jours, avec un enquêteur par département interrogeant des jeunes leaders engagés à l'aide d'un questionnaire à réponse directe.

Résultats

Tranche d'âge

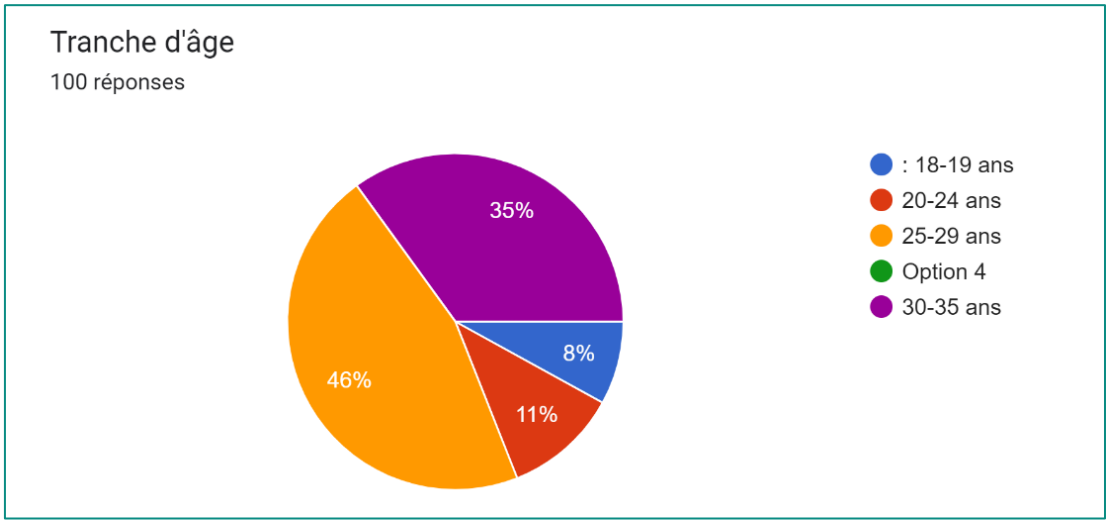


Figure 11: Tranche d'âge des participants

L'analyse démographique des répondants montre que la majorité se situe dans la tranche d'âge de 25 à 35 ans, représentant 81 % de l'échantillon. Cette tendance révèle un fort engagement des jeunes adultes dans des rôles de leadership au sein de la société, alors que les moins de 25 ans semblent moins impliqués dans ces discussions.

Sexe

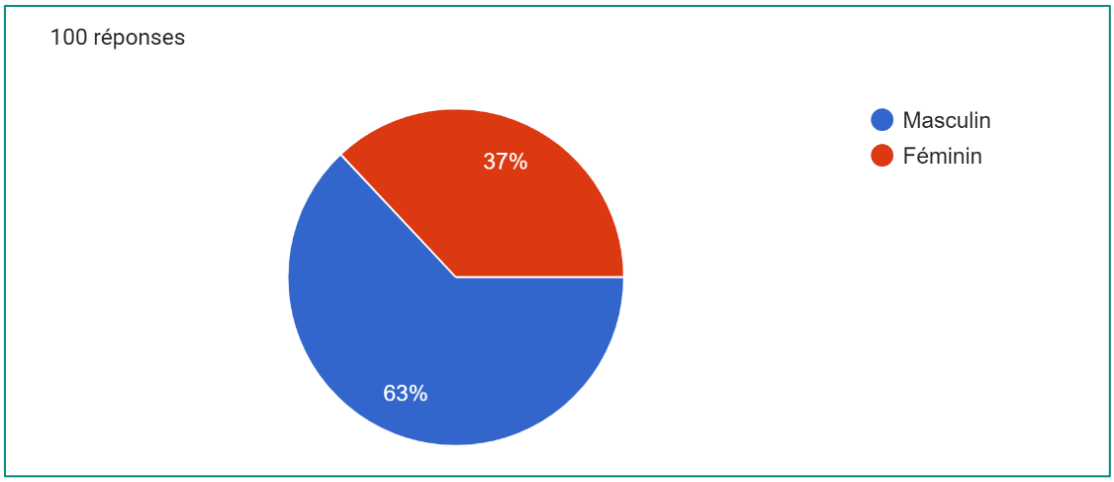


Figure 12:Sexe

La répartition par sexe indique que 63 % des répondants sont des hommes, contre 37 % de femmes. Cette inégalité de représentation pourrait influencer les points de vue et les dynamiques de participation. Il est essentiel de favoriser une meilleure inclusion des jeunes femmes leaders dans ces discussions pour garantir une représentativité équilibrée des sexes.

Expérience sensibilisante à la gestion de l'eau en Haïti

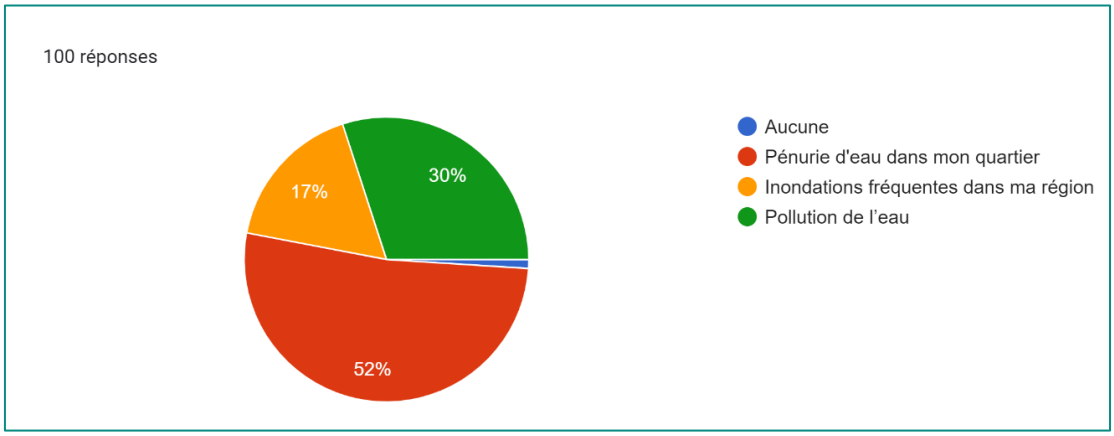


Figure 13:Expérience sensibilisante à la gestion de l'eau en Haïti

La pénurie d'eau est identifiée comme l'expérience sensibilisante la plus significative par 52 % des répondants, mettant en lumière l'urgence de l'accès à l'eau potable en Haïti. La pollution de l'eau, citée par 30 % des répondants, ainsi que les inondations fréquentes (17 %), révèlent des défis environnementaux critiques affectant à la fois la santé publique et l'intégrité des écosystèmes locaux.

Obstacles à la participation des jeunes à la gestion de l'eau

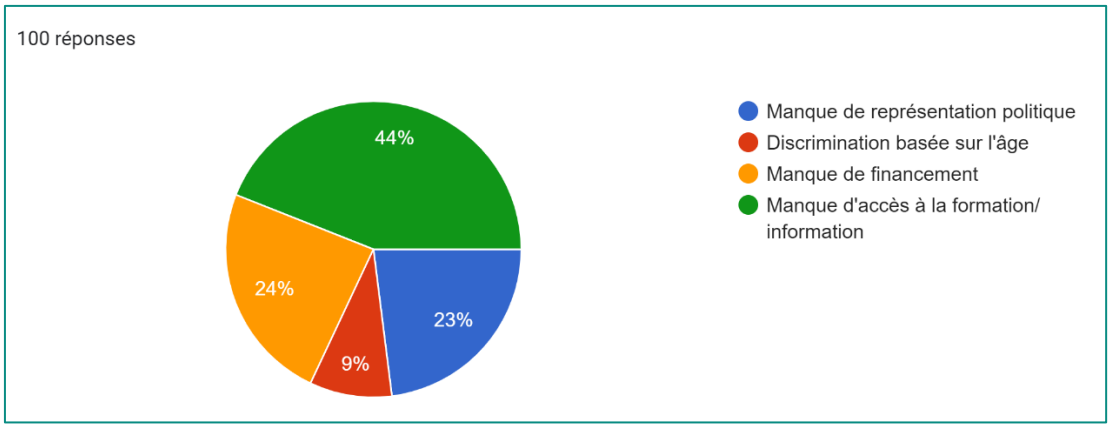


Figure 14:Obstacles à la participation des jeunes à la gestion de l'eau

Le manque d'accès à la formation et à l'information, identifié par 44 % des répondants, constitue le principal obstacle à l'engagement des jeunes dans la gestion de l'eau. Parallèlement, le manque de financement (24 %) et de représentation politique (23 %) émerge comme des contraintes significatives, suggérant un besoin impérieux de renforcer les capacités des jeunes et d'améliorer leur inclusion dans les processus décisionnels.

Actions suggérées aux leaders pour soutenir l'engagement des jeunes

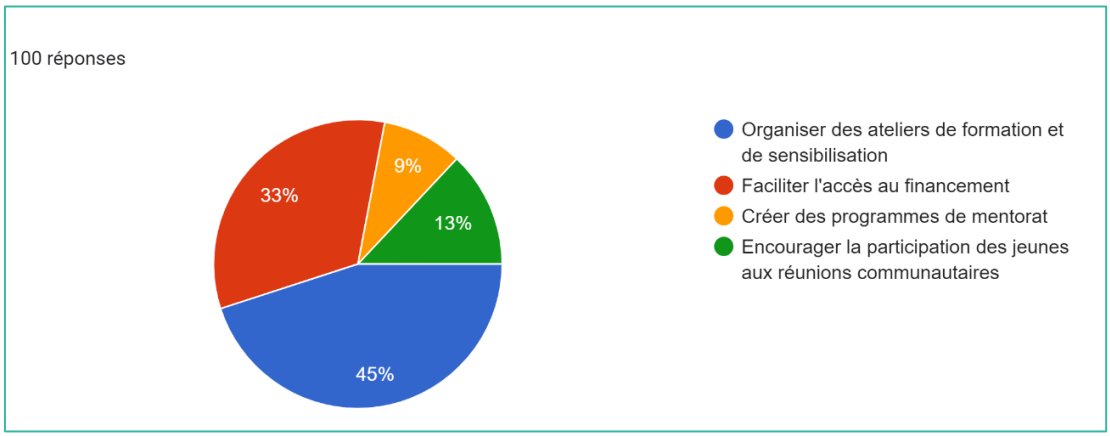


Figure 15: Actions suggérées aux leaders pour soutenir l'engagement des jeunes

Les résultats indiquent que l'organisation d'ateliers de formation et de sensibilisation est perçue comme une action prioritaire par 45 % des répondants pour favoriser l'engagement des jeunes. En outre, 33 % soulignent l'importance d'améliorer l'accès au financement, tandis que l'encouragement à la participation dans les réunions communautaires (13 %) et la création de programmes de mentorat (9 %) sont également jugés significatifs pour renforcer la voix des jeunes.

Opportunités en gestion de l'eau et assainissement

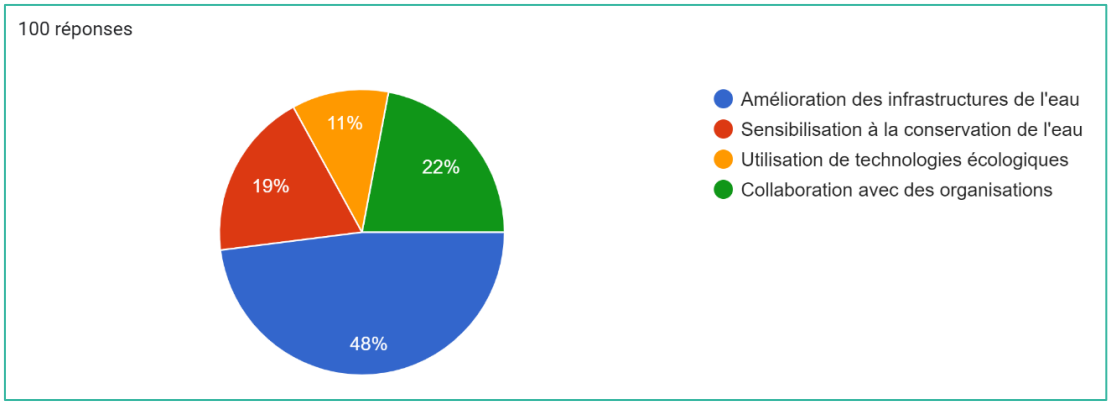


Figure 16: Opportunités en gestion de l'eau et assainissement

L'amélioration des infrastructures de l'eau est perçue comme l'opportunité la plus pressante, avec 48 % des répondants soulignant la nécessité d'optimiser les réseaux de distribution et les systèmes d'assainissement. De plus, la collaboration avec des organisations (22 %) et la sensibilisation à la conservation de l'eau (19 %) sont considérées comme des stratégies essentielles pour renforcer la gestion de l'eau et améliorer les conditions d'assainissement dans la région.

Mesures de conservation de l'eau prioritaires

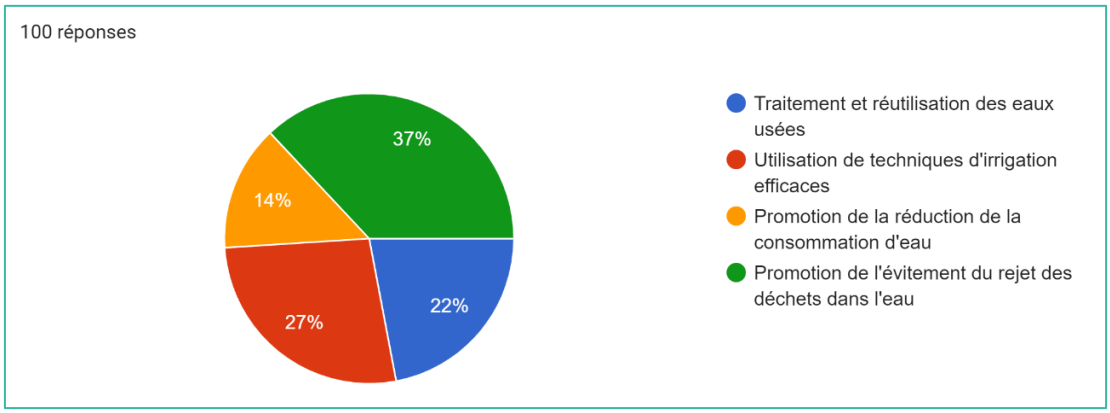


Figure 17: Mesures de conservation de l'eau prioritaires

La promotion de l'évitement du rejet des déchets dans l'eau (37 %) est la mesure la plus plébiscitée, indiquant une forte préoccupation pour la qualité de l'eau. L'utilisation de techniques d'irrigation efficaces (27 %) est essentielle pour une gestion durable, notamment en agriculture. Le traitement et la réutilisation des eaux usées (22 %) sont également reconnus, tandis que la réduction de la consommation d'eau (14 %) souligne l'importance d'une utilisation responsable.

Mesures prioritaires pour améliorer l'assainissement

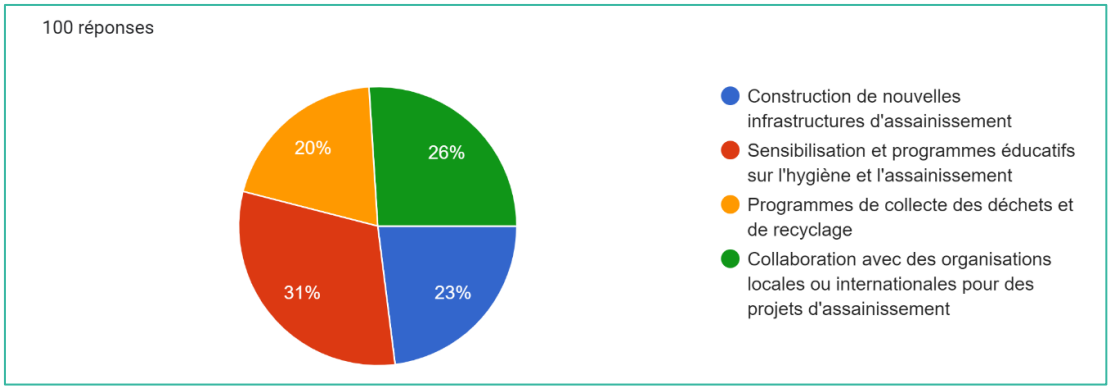


Figure 18: Mesures prioritaires pour améliorer l'assainissement

Les programmes de sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement (31 %) sont jugés cruciaux pour informer la population. La collaboration avec des organisations pour des projets d'assainissement (26 %) est également importante pour mobiliser des ressources. La construction d'infrastructures modernes (23 %) et les programmes de collecte des déchets (20 %) sont perçus comme nécessaires pour améliorer la qualité environnementale.

Vulnérabilité de la région au changement climatique

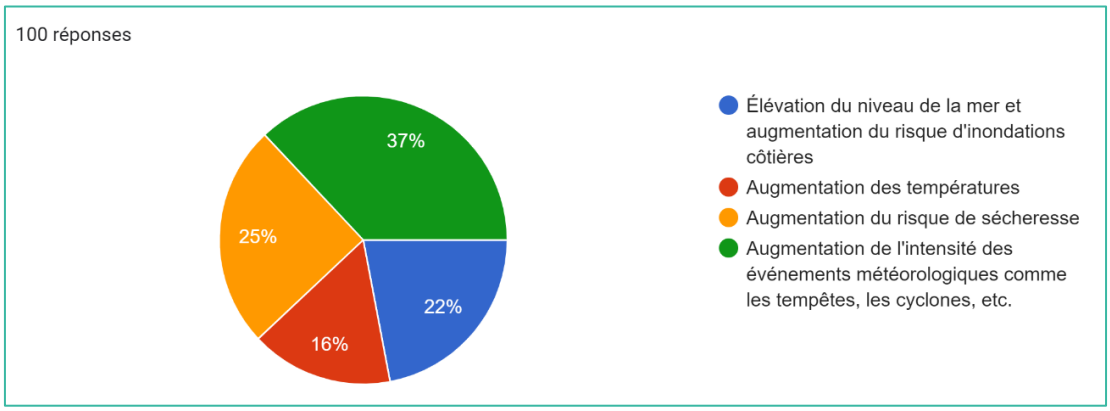


Figure 19: Vulnérabilité de la région au changement climatique

L'augmentation de l'intensité des événements météorologiques (37 %) est la préoccupation principale, suivie du risque de sécheresse (25 %), crucial pour la sécurité alimentaire. L'élévation du niveau de la mer (22 %) et l'augmentation des températures (16 %) sont aussi des menaces significatives, indiquant une conscience des impacts variés du changement climatique.

Actions pour réduire les effets du changement climatique

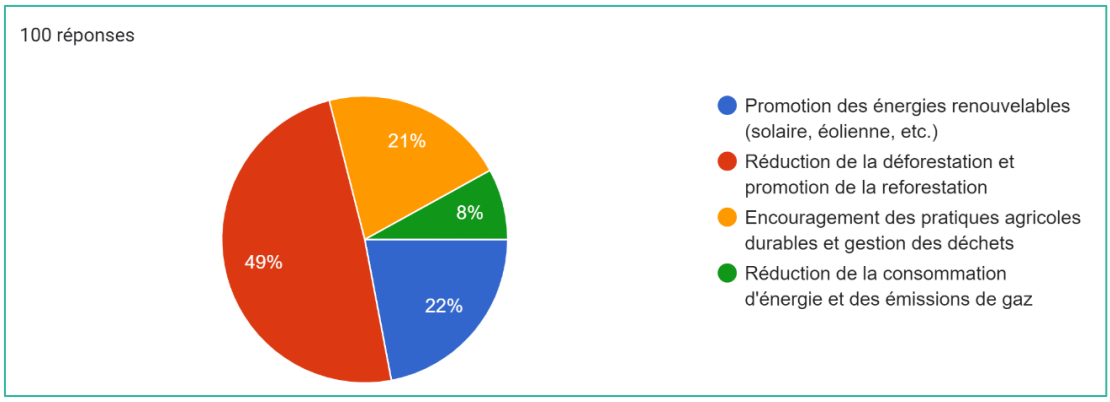


Figure 20: Actions pour réduire les effets du changement climatique

La réduction de la déforestation et la reforestation (49 %) sont jugées prioritaires pour la séquestration du carbone. La promotion des énergies renouvelables (22 %) et des pratiques agricoles durables (21 %) sont également importantes. La réduction de la consommation d'énergie (8 %) est perçue comme une nécessité, bien que moins plébiscitée.

Renforcement de la résilience communautaire face au changement climatique

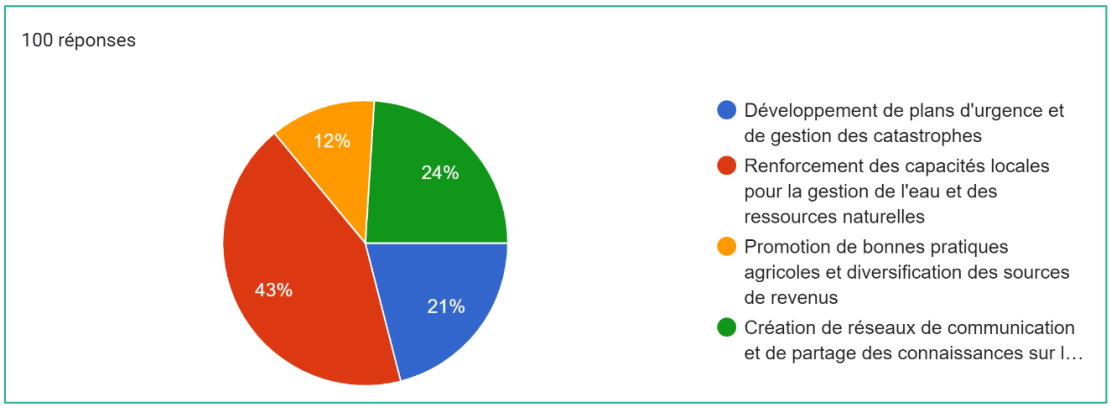


Figure 21: Renforcement de la résilience communautaire face au changement climatique

Le renforcement des capacités locales pour la gestion de l'eau (43 %) est prioritaire, suivi de la création de réseaux de communication (24 %). Le développement de plans d'urgence (21 %) est essentiel pour faire face aux événements extrêmes, et la promotion de pratiques agricoles durables (12 %) est reconnue comme importante pour améliorer la résilience.

Discussion

Les résultats de cette enquête soulignent l'importance d'impliquer les jeunes dans les processus décisionnels concernant la gestion de l'eau et l'assainissement. La forte représentation des jeunes adultes dans cette enquête indique un potentiel significatif pour un leadership accru dans ces

domaines. Cependant, les inégalités de genre dans la participation soulignent la nécessité de promouvoir une meilleure inclusion des jeunes femmes. Les préoccupations liées à la gestion de l'eau et aux impacts du changement climatique montrent que les jeunes leaders sont conscients des défis environnementaux critiques auxquels Haïti est confronté. En réponse à ces résultats, des recommandations peuvent être formulées, telles que le développement de programmes de formation ciblés et le renforcement des capacités locales pour améliorer la résilience communautaire face au changement climatique.

Focus group avec les parties prenantes

Introduction

Une session de focus group a été organisée avec des parties prenantes clés pour explorer les défis et opportunités liés à l'implication des jeunes dans la gouvernance de l'eau, de l'assainissement et du changement climatique en Haïti. L'objectif était de recueillir des perspectives qualitatives de représentants d'institutions nationales et internationales, ainsi que d'organisations de la société civile, afin de mieux comprendre comment les jeunes peuvent contribuer à ces secteurs critiques.

Méthodes

Une session de focus group d'une heure a été organisée via Zoom afin de recueillir des données qualitatives sur l'implication des jeunes dans la gouvernance de l'eau, de l'assainissement et du changement climatique en Haïti. Le groupe était composé de représentants de plusieurs institutions clés, dont un membre de la Direction de Changement Climatique (institution étatique), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (organisation internationale), l'Observatoire sur la Santé et le Climat en Haïti (OSCH) (organisation nationale), ainsi qu'un représentant du Women Empowerment Network (WEN), qui a apporté une perspective sur les enjeux de genre. Les discussions ont exploré les défis et les opportunités liés à l'engagement des jeunes dans ces domaines. Les verbatim recueillis ont ensuite été analysés afin d'identifier les thèmes majeurs et les citations représentatives.

Résultats

1. Avancées Technologiques

- **Extrait 1 :** *« Aujourd'hui, presque tous les jeunes ont un téléphone portable. Ils peuvent lire des messages, ce qui montre qu'ils sont alphabétisés. »*
- **Extrait 2 :** *« L'utilisation d'Internet est en augmentation. Cela offre aux jeunes des ressources d'apprentissage sans précédent. »*
- **Extrait 3 :** *« Les applications éducatives sur les téléphones permettent aux jeunes de s'informer sur les questions environnementales facilement. »*

Thème : *Technologie et Éducation*
Analyse : Les verbatim montrent que l'accès à la technologie, en particulier les téléphones et Internet, joue un rôle clé dans l'éducation des jeunes. Cela démontre une opportunité d'utiliser ces outils pour améliorer la sensibilisation et l'alphabétisation, malgré les défis du système éducatif formel.

---

2. Mobilisation des Jeunes

- **Extrait 1 :** *« Il faut impliquer les jeunes dans la gestion de l'eau. Les groupes comme les églises peuvent jouer un rôle clé. »*
- **Extrait 2 :** *« Les jeunes sont très engagés lorsqu'ils comprennent les enjeux. On doit les inclure dès le départ. »*
- **Extrait 3 :** *« Créer des espaces de discussion pour les jeunes autour de ces thèmes peut aider à leur mobilisation. »*

Thème : *Implication des Jeunes*
Analyse : Les extraits soulignent l'importance d'inclure les jeunes dans les initiatives de gestion de l'eau. Les participants voient une opportunité dans l'engagement communautaire, notamment à travers des structures existantes, comme les églises, et suggèrent la création d'espaces de dialogue.

---

3. Réseaux de Soutien

- **Extrait 1 :** *« Créer des réseaux entre les organisations formelles et informelles est crucial. Cela renforce notre voix. »*
- **Extrait 2 :** *« Les alliances stratégiques peuvent augmenter notre visibilité et notre impact. »*
- **Extrait 3 :** *« En unissant nos efforts, nous pouvons avoir plus de poids dans les discussions politiques. »*

Thème : *Collaboration et Réseautage*
Analyse : Les verbatim révèlent une conscience claire de la nécessité de renforcer les réseaux entre différentes organisations. La collaboration est perçue comme un moyen de maximiser l'impact des initiatives et d'accroître la voix des jeunes dans les décisions.

---

4. Accès à l'Information

- **Extrait 1 :** *« Les réseaux sociaux sont puissants, mais beaucoup de jeunes ne les utilisent pas bien. »*
- **Extrait 2 :** *« Il y a un manque de formation sur comment trouver et utiliser les bonnes informations en ligne. »*
- **Extrait 3 :** *« La désinformation est un vrai problème. Il faut éduquer les jeunes à l'esprit critique. »*

Thème : *Accès à l'Information et Utilisation des Médias*
Analyse : Les extraits mettent en évidence le défi lié à l'accès et à l'utilisation efficace de l'information par les jeunes. Il y a un besoin urgent d'éducation sur l'utilisation des réseaux sociaux et le développement de compétences d'esprit critique pour lutter contre la désinformation.

---

5. Diversité des Expériences

- **Extrait 1 :** *« Les jeunes en Haïti ne sont pas tous les mêmes. Leurs défis dépendent de leur milieu socio-économique et de leur genre. »*
- **Extrait 2 :** *« Certaines jeunes filles font face à des obstacles supplémentaires à cause des normes culturelles. »*
- **Extrait 3 :** *« Les opportunités d'emploi et d'éducation varient énormément selon les régions. »*

Thème : *Diversité et Inégalités*
Analyse : Cet ensemble de verbatim souligne la nécessité d'adapter les interventions pour tenir compte des différences socio-économiques et de genre. Les réalités variées des jeunes en Haïti nécessitent des approches spécifiques pour garantir l'égalité d'accès et de participation.

---

6. Éducation et Sensibilisation

- **Extrait 1 :** *« Nous devons intégrer des modules sur la gestion de l'eau dans les écoles. »*
- **Extrait 2 :** *« La sensibilisation commence dès le jeune âge, et il est crucial de l'intégrer dans le cursus scolaire. »*
- **Extrait 3 :** *« Organiser des ateliers pratiques pourrait renforcer la compréhension des enjeux liés à l'eau. »*

Thème : *Éducation et Sensibilisation*
Analyse : Les verbatim mettent en avant l'importance d'une éducation formelle sur la gestion de l'eau. Intégrer ces sujets dans les écoles et organiser des ateliers pratiques sont des stratégies proposées pour sensibiliser les jeunes et les encourager à agir.

Discussion

Les résultats de cette enquête qualitative mettent en évidence l'importance de l'éducation et de la technologie pour impliquer les jeunes dans la gestion de l'eau, de l'assainissement et de la résilience climatique. La collaboration interinstitutionnelle et la création de réseaux de soutien sont également cruciales pour maximiser l'impact des jeunes. Cependant, la diversité des expériences et les inégalités socio-économiques doivent être prises en compte pour garantir une participation équitable. Les conclusions de cette enquête offrent des pistes de réflexion pour orienter les politiques et les initiatives à venir en Haïti, visant à renforcer le rôle des jeunes dans la gouvernance environnementale.

CHAPITRE V : STRATÉGIES



7 axes stratégiques

1. Renforcement des Capacités des Jeunes par la Formation et la Sensibilisation

a. Ateliers et Programmes Éducatifs

La mise en place d'ateliers pratiques et interactifs est essentielle. Ces sessions peuvent aborder des thèmes tels que la gestion durable des ressources en eau, les techniques d'assainissement, et les effets du changement climatique sur l'environnement. En intégrant des activités participatives, les jeunes peuvent acquérir des compétences pratiques qui les prépareront à contribuer efficacement à des projets locaux.

b. Intégration dans les Cursus Scolaires

Il est impératif d'introduire des modules sur la gestion de l'eau dans le programme éducatif formel. Cela permettrait aux jeunes d'apprendre dès leur plus jeune âge l'importance de l'eau et de l'assainissement. Les activités pédagogiques pourraient inclure des projets de classe sur la conservation de l'eau ou des visites de sites de gestion des ressources en eau, renforçant ainsi leur compréhension des enjeux environnementaux.

c. Production de Matériel Éducatif

La création de matériel éducatif adapté à différents niveaux de compréhension est essentielle. Cela peut inclure des brochures, des vidéos, et des ressources en ligne. Ces supports doivent être conçus pour être accessibles et attractifs, afin d'encourager l'engagement des jeunes et de leur fournir des outils pour sensibiliser leurs pairs sur les enjeux de l'eau et de l'assainissement.

---

2. Facilitation de l'accès au Financement pour les Initiatives des Jeunes

a. Création de Fonds Spécifiques pour les Jeunes

La création de fonds spécifiques, notamment par le biais de partenariats public-privé, pourrait stimuler l'innovation chez les jeunes. Ces fonds peuvent soutenir des projets qui répondent aux besoins locaux, favorisant ainsi la mise en œuvre de solutions durables. En fournissant un capital de départ, ces fonds peuvent aider à concrétiser les idées des jeunes.

b. Sensibilisation aux Opportunités de Financement

Des sessions d'information régulières sur les opportunités de financement existantes peuvent aider à familiariser les jeunes avec les ressources disponibles. Cela inclut la présentation de programmes de subventions, de concours d'innovation, et de campagnes de financement participatif. En leur

fournissant les informations nécessaires, les jeunes peuvent mieux se positionner pour accéder à ces ressources.

c. Formation sur la Réponse aux Appels à Initiatives

Il est crucial de former les jeunes à la rédaction de propositions de projets. Ces formations peuvent leur enseigner comment présenter leurs idées de manière convaincante et efficace. En apprenant à répondre aux appels à projets, les jeunes pourront développer des initiatives viables et durables, tout en améliorant leurs compétences en gestion de projet.

---

3. Optimisation de la Représentation Politique des Jeunes dans les Processus Décisionnels

a. Inclusion des Jeunes dans les Comités de Gestion de l'Eau

L'intégration des jeunes dans les comités de gestion de l'eau, tant au niveau local qu'au niveau national, est une étape cruciale. Cela peut inclure la création de comités consultatifs où les jeunes peuvent exprimer leurs idées et préoccupations. Leur participation active dans ces comités assure une représentation adéquate de leurs intérêts dans la prise de décision.

b. Création de Plateformes de Dialogue

Il est essentiel d'établir des plateformes de dialogue où les jeunes peuvent partager leurs perspectives. Cela peut inclure des forums en ligne, des réunions communautaires, et des conférences. Ces espaces de dialogue permettent aux jeunes d'échanger des idées, de poser des questions, et de développer des solutions collaboratives aux défis liés à l'eau et à l'assainissement.

c. Promotion de Partenariats entre Organisations

Encourager la collaboration entre les organisations de jeunesse et d'autres parties prenantes, comme les ONG et les institutions gouvernementales, peut renforcer la voix des jeunes. Ces partenariats peuvent faciliter l'échange d'idées, la mise en réseau, et l'accès à des ressources supplémentaires, augmentant ainsi l'impact des initiatives portées par les jeunes dans la gouvernance de l'eau et de l'assainissement.

---

4. Utilisation de la Technologie pour Améliorer l'Accès à l'Information et aux Ressources

a. Développement de Plateformes Numériques

La création de plateformes numériques dédiées à la gestion de l'eau peut servir d'outil d'information et de sensibilisation pour les jeunes. Ces plateformes peuvent inclure des applications mobiles et des sites web offrant des informations sur les ressources en eau, les pratiques d'assainissement, et

les opportunités de financement. En facilitant l'accès à l'information, les jeunes peuvent être mieux informés et plus engagés.

b. Utilisation des Réseaux Sociaux

Les réseaux sociaux peuvent jouer un rôle clé dans la mobilisation des jeunes autour des questions de l'eau et de l'assainissement. Des campagnes de sensibilisation sur ces plateformes peuvent toucher un large public et encourager des discussions sur des initiatives locales. Les jeunes peuvent également partager leurs expériences et projets, créant ainsi une communauté engagée autour de la gestion des ressources en eau.

c. Formation à l'Utilisation des Outils Technologiques

Il est essentiel de former les jeunes à l'utilisation des outils technologiques disponibles. Cela inclut la formation sur la gestion des données, la création de contenus numériques, et l'utilisation des médias sociaux à des fins de sensibilisation. En développant ces compétences, les jeunes peuvent non seulement améliorer leurs propres projets, mais également contribuer à une gouvernance de l'eau plus informée et plus transparente.

---

5. Encouragement de la Participation des Jeunes dans les Activités de Recherche et d'Innovation

a. Soutien aux Initiatives de Recherche

Encourager les jeunes à mener des recherches sur les enjeux locaux liés à l'eau et à l'assainissement est crucial. Cela peut inclure des projets de recherche universitaire, des études de cas sur des initiatives réussies, ou des enquêtes sur les besoins des communautés. En soutenant ces initiatives, les jeunes peuvent apporter des solutions innovantes basées sur des données probantes.

b. Création de Concours d'Innovation

La mise en place de concours d'innovation peut stimuler la créativité des jeunes en matière de solutions durables pour la gestion de l'eau. Ces concours peuvent encourager le développement de prototypes et de projets pilotes qui répondent aux défis locaux. En offrant des récompenses pour les meilleures idées, les jeunes peuvent être incités à s'engager activement dans la recherche de solutions.

c. Collaboration avec des Institutions de Recherche

Établir des partenariats entre des organisations de jeunesse et des institutions académiques ou de recherche peut renforcer les capacités des jeunes. Ces collaborations peuvent inclure des stages, des programmes de mentorat, et des projets de recherche conjoints. En travaillant aux côtés d'experts, les jeunes peuvent acquérir des compétences précieuses et contribuer à des projets d'envergure.

6. Promotion de l'Inclusion des Jeunes Femmes et du Leadership Féminin

a. Programmes de Leadership Féminin

Établir des programmes de leadership spécifiquement destinés aux jeunes femmes dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Ces programmes peuvent inclure des ateliers de développement personnel, de prise de parole en public, et de gestion de projets. En renforçant la confiance et les compétences des jeunes femmes, on favorise leur participation active dans les processus décisionnels liés à la gestion des ressources en eau.

b. Mentorat et Réseautage

Mettre en place des réseaux de mentorat qui relient les jeunes femmes à des femmes leaders et à des professionnelles expérimentées dans le secteur de l'eau. Ces mentors peuvent offrir des conseils, partager des expériences, et ouvrir des portes vers des opportunités d'emploi ou de participation à des projets. Les jeunes femmes bénéficieraient ainsi d'un soutien précieux pour surmonter les obstacles à leur engagement.

c. Sensibilisation à l'Égalité des Genres

Organiser des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'égalité des genres dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Cela inclut la formation des jeunes hommes et des femmes sur la valorisation des contributions des femmes et la nécessité de leur inclusion dans les processus décisionnels. En créant un environnement propice à l'égalité, on peut encourager un engagement plus équilibré entre les sexes dans la gestion des ressources en eau.

7. Adoption d'une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) avec une Perspective Jeunesse

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est un cadre essentiel qui vise à coordonner la gestion de l'eau, des terres et des ressources connexes de manière durable. Elle permet de répondre à des enjeux complexes tout en prenant en compte les besoins de toutes les parties prenantes, y compris les jeunes. En Haïti, une approche GIRE pourrait résoudre plusieurs problèmes liés à la répartition inégale des ressources en eau, à l'absence de coordination entre les acteurs et à la dégradation de l'environnement.

a. Coordination intersectorielle et approche participative

Le modèle de GIRE encourage la participation des différents secteurs concernés par l'eau, incluant les gouvernements locaux, les ONG, le secteur privé et les communautés. Il est essentiel

d’impliquer activement les jeunes dans ce processus, car leur voix est cruciale pour une gestion durable. Haïti bénéficierait d'une meilleure coordination entre les acteurs nationaux et locaux pour harmoniser les efforts de gestion de l'eau, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et de l'urbanisation. Il est donc fondamental d’adopter des politiques qui favorisent une approche intersectorielle et participative, garantissant que les décisions prises sont inclusives et tiennent compte des besoins des jeunes.

b. Protection des écosystèmes aquatiques

Les écosystèmes aquatiques, tels que les rivières et les zones humides, jouent un rôle crucial dans la régulation des cycles de l'eau. En intégrant des programmes éducatifs et de sensibilisation, les jeunes peuvent devenir des défenseurs actifs de la préservation et de la restauration de ces écosystèmes, souvent négligés ou dégradés en raison de l’agriculture non durable, de la déforestation et de l’urbanisation rapide. La GIRE met l'accent sur la nécessité de promouvoir des pratiques de gestion durable des terres qui minimisent l'impact sur les ressources en eau, en encourageant les jeunes à s'engager dans ces initiatives.

c. Planification et gestion des risques liés au climat

Une approche GIRE prend également en compte la gestion des risques liés au changement climatique, tels que les sécheresses, les inondations et la montée du niveau des mers. Les jeunes, en tant que futurs leaders, devraient être impliqués dans le développement de solutions adaptées aux réalités locales. En intégrant leur perspective, Haïti pourrait mieux anticiper les crises hydriques. Les stratégies incluraient la création de systèmes d'alerte précoce, l'amélioration des infrastructures de gestion des inondations et la mise en place de plans de contingence pour les périodes de sécheresse, tout en favorisant la participation active des jeunes dans ces processus.

Plan d'action

Calendrier

Axe stratégique	Actions	2025	2026	2027	2028	2029	2030
1. Renforcement des Capacités des Jeunes	**a. Ateliers et Programmes Éducatifs**	Création de comités départementaux pour planifier les programmes éducatifs pour les jeunes sur la gestion durable des ressources en eau, les techniques d'assainissement et les effets du changement climatique.	Organisation d'ateliers inter-comités à l'échelle nationale pour renforcer les échanges.	Collaboration avec des programmes d'échange internationaux et intégration des jeunes leaders concernés.	Suivi et évaluation des impacts des ateliers et des échanges internationaux.	Ajustement des programmes éducatifs sur la base des évaluations réalisées.	Renforcement des comités et pérennisation des programmes éducatifs sur tout le territoire.
	b. Intégration dans les Cursus Scolaires	Collaboration avec le MENFP et le Ministère de l'environnement pour développer des modules sur l'eau, l'assainissement et le climat, adaptés au contexte haïtien.	Distribution des supports pédagogiques dans les écoles de trois départements pilotes	Évaluation de l'impact des modules auprès des élèves et des enseignants.	Adaptation des contenus pédagogiques aux besoins spécifiques des départements et contextes locaux	Extension de la distribution dans toutes les écoles des départements nationaux partenaires.	Pérennisation des modules dans tous les départements du pays.
	c. Production de Matériel Éducatif	Conception de livres, vidéos, affiches et supports pédagogiques numériques.	Diffusion des matériels éducatifs dans les médias et les communautés.	Mise à jour des contenus éducatifs pour rester en adéquation avec les enjeux climatiques actuels.	Création de nouveaux supports pédagogiques basés sur les retours des utilisateurs.	Intégration des supports numériques dans les plateformes éducatives en ligne.	Renforcement de la visibilité et de l'utilisation des contenus dans les programmes éducatifs.
2. Facilitation de l'Accès au Financement	**a. Création de Fonds Spécifiques pour les Jeunes**	Identification des partenaires financiers nationaux et internationaux.	Lancement des premiers fonds destinés à financer les initiatives des jeunes leaders dans les communes.	Suivi des projets financés et assistance technique pour leur mise en œuvre.	Évaluation des impacts économiques et sociaux des projets financés.	Augmentation des ressources financières pour permettre une expansion des fonds disponibles.	Pérennisation des fonds pour toucher un plus grand nombre de jeunes dans toutes les communes.
	b. Sensibilisation aux Opportunités de Financement	Organisation de campagnes d'information à l'échelle départementale sur les opportunités existantes.	Campagnes continues dans les communes pour partager les appels à projets.	Organisation d'ateliers pratiques pour former les jeunes à rédiger des dossiers de soumission.	Evaluation et suivi des projets soumis	Renforcement des ateliers et multiplication des campagnes.	Pérennisation des campagnes avec mise en place de réseaux d'informations à long terme.
	c. Formation sur la Réponse aux Appels à Initiatives	Élaboration de modules de formation sur la rédaction et la gestion de projets.	Déploiement de ces formations dans les établissements partenaires.	Évaluation des réponses et taux de réussite des jeunes aux appels d'initiatives.	Révision et mise à jour des modules de formation selon les retours.	Expansion des formations à tous les départements du pays.	Suivi régulier et formation continue dans les zones non couvertes.

3. Optimisation de la Représentation Politique des Jeunes	**a. Inclusion des Jeunes dans les Comités de Gestion de l'Eau**	Sélection de jeunes représentants dans les départements pour participer aux comités locaux de l'eau.	Intégration effective des jeunes dans les comités départementaux et nationaux sur la gestion de l'eau.	Participation des jeunes aux décisions politiques via des discussions organisées dans leurs comités.	Suivi des performances des jeunes dans leur rôle de représentants politiques.	Évaluation de l'impact de cette inclusion et propositions d'améliorations.	Renforcement de la participation active des jeunes dans toutes les zones couvertes.
	b. Création de Plateformes de Dialogue	Création de plateformes dans chaque département pour renforcer les échanges.	Expansion des plateformes de dialogue à l'échelle nationale pour inclure plus de jeunes participants.	Suivi et analyse des contributions et des initiatives issues des plateformes.	Ajustement des méthodes de dialogue pour plus d'efficacité.	Évaluation continue des plateformes et renforcement des dynamiques locales.	Pérennisation des plateformes avec une intégration durable dans les structures politiques.
	c. Promotion de Partenariats entre Organisations	Identification et signature de partenariats intersectoriels pour soutenir les projets des jeunes.	Développement de projets collaboratifs entre organisations et jeunes leaders.	Suivi des projets en cours et ajustements selon les besoins.	Extension des partenariats avec de nouveaux acteurs dans d'autres départements.	Évaluation des résultats des collaborations à moyen terme.	Consolidation des partenariats pour garantir leur pérennité et leur impact durable.
4. Utilisation de la Technologie pour l'Accès à l'Information	**a. Développement de Plateformes Numériques**	Création d'une plateforme numérique pour l'accès à l'information et aux ressources essentielles	Lancement officiel de la plateforme avec première série d'utilisateurs.	Suivi et amélioration des fonctionnalités selon les retours des utilisateurs.	Expansion de la plateforme avec fonctionnalités avancées (cartographies, forums, etc.).	Évaluation des impacts sur l'accessibilité et les utilisateurs finaux.	Intégration avec des plateformes internationales pour élargir la portée.
	b. Utilisation des Réseaux Sociaux	Début des campagnes de sensibilisation sur l'eau, l'assainissement et le climat à travers les réseaux sociaux et les médias en ligne	Expansion des campagnes à une échelle nationale, avec ciblage par département.	Suivi des performances des campagnes (interactions, engagement, portée).	Révision et amélioration continue des contenus pour plus d'impact.	Poursuite des campagnes avec amélioration des stratégies et des contenus.	Pérennisation des campagnes via des partenariats et des communautés d'engagement durable.
	c. Formation à l'Utilisation des Outils Technologiques	Conception des programmes de formation pour l'utilisation des plateformes numériques et outils de collecte de données.	Lancement des formations pour jeunes et responsables communautaires.	Suivi et ajustements des modules de formation selon les besoins des participants.	Expansion des formations à d'autres régions, et intégration des retours dans les modules.	Évaluation continue des formations pour garantir la mise à jour des connaissances.	Développement de formations continues pour maintenir l'utilisation des outils à jour.
5. Encouragement de la Participation des Jeunes à la Recherche	**a. Soutien aux Initiatives de Recherche**	Début des projets de recherche des jeunes sur les impacts climatiques sur les ressources en eau.	Phase d'expansion avec la participation d'institutions de recherche.	Suivi et évaluation des résultats des recherches menées.	Publications scientifiques issues des recherches soutenues.	Expansion à de nouveaux thèmes pour couvrir d'autres domaines liés au climat et à l'eau.	Pérennisation des projets de recherche avec financements récurrents et partenariats.
	b. Création de Concours d'Innovation	Lancement de concours d'innovation pour encourager les jeunes à développer des solutions locales.	Expansion des concours à l'échelle nationale, avec des prix et des opportunités de financement.	Évaluation des innovations présentées, avec mise en réseau des gagnants avec des investisseurs.	Développement d'incubateurs pour aider les jeunes à passer de l'idée à la mise en œuvre.	Concours annuels pour maintenir l'innovation à long terme.	Pérennisation des concours avec des partenariats financiers et des événements à long terme.
	c. Collaboration avec des Institutions de Recherche	Création de partenariats avec des institutions de recherche internationales pour partager des données.	Lancement de stages et d'échanges entre institutions locales et internationales.	Suivi et amélioration des collaborations selon les résultats obtenus.	Expansion des collaborations avec de nouveaux partenaires et	Renforcement des partenariats pour une recherche plus inclusive et interdisciplinaire.	Pérennisation des collaborations pour garantir un échange continu

					chercheurs internationaux.		d'informations et de ressources.
6. Promotion de l'Inclusion des Jeunes Femmes	**a. Programmes de Leadership Féminin**	Conception de programmes dédiés à l'émancipation des jeunes femmes.	Lancement national des programmes, avec participation active de jeunes femmes leaders à des initiatives liés à l'eau, l'assainissement et le climat.	Collaboration avec des organisations internationales pour enrichir les programmes.	Évaluation des impacts des programmes de leadership et ajustement des contenus.	Amélioration continue des programmes selon les retours des participantes.	Pérennisation des programmes sur tout le territoire.
	b. Mentorat et Réseautage	Création de réseaux locaux pour le mentorat des jeunes femmes sur le leadership.	Expansion internationale des réseaux pour offrir plus d'opportunités de mentorat.	Suivi et ajustement des réseaux en fonction des besoins et des demandes.	Renforcement des réseaux avec des formations et événements d'échanges intergénérationnels.	Mentorat intergénérationnel pour soutenir la croissance professionnelle des jeunes femmes.	Pérennisation des réseaux de mentorat avec des partenariats institutionnels et communautaires.
	c. Sensibilisation à l'Égalité des Genres	Lancement des premières campagnes sur l'égalité des genres dans les communautés.	Expansion nationale des campagnes avec des ressources adaptées à chaque département.	Suivi et évaluation des impacts des campagnes de sensibilisation.	Révision et ajustement des campagnes pour renforcer l'impact et l'engagement des communautés.	Amélioration des programmes avec des témoignages de réussites et des exemples pratiques.	Pérennisation des campagnes d'égalité des genres dans les politiques publiques.
7. Adoption d'une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	**a. Coordination intersectorielle et approche participative**	Formation de groupes de travail pour la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).	Lancement des premières actions de GIRE dans 3 départements pilotes.	Suivi et évaluation des actions menées dans les différentes régions.	Ajustements et expansion des actions de GIRE selon les résultats observés.	Renforcement des projets GIRE et des partenariats locaux pour garantir la durabilité.	Pérennisation de la gestion participative des ressources en eau à l'échelle nationale.
	b. Protection des écosystèmes aquatiques	Lancement des initiatives pour protéger les écosystèmes aquatiques locaux.	Expansion des actions à l'échelle nationale, avec formation des communautés locales.	Suivi et évaluation de l'impact des initiatives sur les écosystèmes aquatiques.	Révision et ajustement des initiatives en fonction des besoins écologiques locaux.	Amélioration continue des projets en concertation avec les communautés et acteurs locaux.	Pérennisation des initiatives de protection des écosystèmes aquatiques avec des financements durables.
	c. Planification et Gestion des Risques Climatiques	Création de systèmes d'alerte précoce pour les risques climatiques dans les zones vulnérables en collaboration avec les médias locaux.	Maintenance et suivi des systèmes d'alerte pour leur bon fonctionnement.	Suivi des résultats des alertes et ajustement des méthodes de communication.	Expansion des infrastructures d'alerte pour couvrir plus de zones et améliorer l'efficience.	Renforcement des systèmes d'alerte avec de nouvelles technologies et méthodes d'évaluation.	Pérennisation des systèmes d'alerte avec intégration dans les politiques nationales.

Tableau 1:Calendrier

Indicateurs de performance

Axe stratégique	Indicateurs	Cibles	Fréquence de Suivi	Collaboration
1. Renforcement des Capacités des Jeunes	a. Nombre de jeunes participants aux ateliers et programmes éducatifs	300 jeunes par an	Annuel	Institutions académiques, ONG locales, Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), Ministère de l'Environnement, Médias
	b. Nombre d'écoles partenaires intégrant les modules éducatifs	12 écoles par an	Semestriel	
	c. Nombre de retours positifs sur les supports éducatifs	200 retours positifs par an	Annuel	
2. Facilitation de l'Accès au Financement	a. Montant total des fonds alloués aux jeunes	5 millions de gourdes par an	Annuel	Institutions financières, Ministère de l'Économie et des Finances, Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, ONG, Agences gouvernementales
	b. Nombre de jeunes ayant soumis des projets financés	10 jeunes par an	Annuel	
	c. Nombre de projets financés réussis	5 projets réussis par an	Annuel	
3. Optimisation de la Représentation Politique des Jeunes	a. Nombre de jeunes impliqués dans les comités de gestion de l'eau	30 jeunes par an	Annuel	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique (MJSAC), Ministère de l'Environnement, ONG locales, Groupes de jeunes
	b. Nombre de réunions des plateformes de dialogue	4 réunions par an	Trimestriel	
	c. Nombre de jeunes satisfaits de leur participation	30 jeunes satisfaits par an	Annuel	
4. Utilisation de la Technologie pour l'Accès à l'Information	a. Nombre d'utilisateurs de la plateforme numérique	100 utilisateurs par an	Annuel	Startups tech, ONG, Jeunes leaders, Médias
	b. Nombre d'interactions sur les réseaux sociaux	15,000 interactions par an	Trimestriel	
	c. Nombre de formations organisées sur les outils technologiques	4 formations par an	Annuel	
5. Encouragement de la Participation des Jeunes à la Recherche	a. Nombre de projets de recherche initiés par des jeunes	10 projets par an	Annuel	Universités, ONG, Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), Ministère de la Recherche et de l'Innovation, Partenaires privés
	b. Nombre de jeunes participants aux concours d'innovation	35 participants par an	Annuel	
	c. Nombre de collaborations avec des institutions de recherche	5 collaborations par an	Annuel	

6. Promotion de l'Inclusion des Jeunes Femmes	a. Nombre de jeunes femmes participantes aux programmes de leadership	100 participantes féminines par an	Annuel	Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes, ONG féminines, Partenaires féminins
	b. Nombre de réseaux de mentorat établis	4 réseaux par an	Annuel	
	c. Nombre de campagnes de sensibilisation sur l'égalité des genres	4 campagnes par an	Annuel	
7. Adoption d'une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	a. Nombre de projets GIRE initiés	5 projets par an	Annuel	Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, ONG, Municipalités
	b. Nombre d'initiatives de préservation des écosystèmes aquatiques	10 initiatives par an	Annuel	
	c. Nombre de systèmes d'alerte précoce installés	10 systèmes d'alerte	Annuel	

Tableau 2: Indicateurs de performance

Plan de communication et mobilisation des ressources

Communication Interne

1. **Renforcement des mécanismes de coordination :**
    - Organiser des **réunions de suivi hebdomadaires ou mensuelles** avec des rapports de progrès pour assurer une communication fluide entre les différentes équipes. Ces réunions serviront à partager les réalisations, les obstacles, et à ajuster les stratégies en conséquence.
    - Créer un **espace de communication numérique sécurisé** (comme Zoom ou Microsoft Teams) pour favoriser la collaboration en temps réel, échanger des informations, et suivre les tâches.
2. **Formation continue et information descendante :**
    - Développer un **plan de communication hiérarchique** pour assurer que toutes les informations importantes atteignent chaque membre de l'équipe de manière claire et rapide.
    - Encourager les responsables de projet à organiser des **sessions de feedback** régulières pour échanger sur les difficultés et identifier les besoins supplémentaires en formation ou en ressources.
3. **Culture de transparence et responsabilisation :**
    - Mettre en place un **système de retour d'information anonyme** pour les employés et partenaires afin de recueillir des opinions constructives sur les processus internes.
    - **Publier des rapports trimestriels internes** sur les activités réalisées, les résultats atteints et les objectifs à venir pour assurer la transparence au sein de l'organisation.

Communication Externe

1. **Promotion via les médias locaux et nationaux :**
    - Développer un **calendrier médiatique** pour diffuser des résultats et des annonces clés à travers des articles de presse, des reportages télévisés et des interviews radios. Collaborer avec des journalistes et influenceurs locaux pour maximiser la portée de chaque campagne.
2. **Utilisation stratégique des réseaux sociaux :**

- Créer une **campagne de communication numérique** à travers les plateformes les plus utilisées (Facebook, Twitter, Instagram, YouTube). Utiliser des contenus diversifiés comme des vidéos, des infographies, des témoignages, et des actualités sur les réalisations du projet pour maintenir un engagement constant avec le public.

- **Suivi des indicateurs de performance numérique** (nombre de vues, partages, mentions) pour ajuster la stratégie et maximiser l'impact.

3. **Engagement avec les parties prenantes externes :**

   - Organiser des **événements publics et des forums ouverts** avec les jeunes, les ONG, les institutions académiques et le secteur privé pour promouvoir les initiatives du projet, sensibiliser aux résultats obtenus, et créer de nouvelles collaborations.

   - Publier un **bulletin trimestriel numérique** qui sera distribué aux partenaires, aux donateurs potentiels, et aux autorités gouvernementales pour assurer une communication régulière des résultats, défis, et réussites.

4. **Renforcement de la crédibilité :**

   - Publier des **rapports d'impact annuels** soulignant les réalisations mesurables du projet, appuyés par des données concrètes (ex. nombre de jeunes formés, fonds mobilisés, taux de satisfaction, etc.).

   - **Partenariats avec des ambassadeurs** (personnalités publiques, experts) pour promouvoir les messages clés du projet et donner une visibilité accrue aux initiatives.

Mobilisation Financière

1. **Levée de fonds auprès des donateurs individuels et collectifs :**

   - Lancer des **campagnes de levée de fonds numériques** (crowdfunding) sur des plateformes populaires comme GoFundMe, Kickstarter, ou des plateformes locales. Impliquer les jeunes et leurs réseaux pour maximiser les contributions, avec des objectifs chiffrés réalistes.

   - Organiser des **événements de collecte de fonds** tels que des galas, des concerts de charité, des ventes aux enchères, ou des marathons sponsorisés pour attirer les dons privés et corporatifs. Un objectif financier clair sera fixé pour chaque événement.

2. **Diversification des sources de financement :**

   - Cibler des **partenariats avec des bailleurs de fonds internationaux** en soumettant des **propositions de projets** détaillées, appuyées par des résultats d'évaluations préalables.

- Identifier des **entreprises locales** et multinationales ayant des programmes de responsabilité sociale et proposer des partenariats ou des **mécénats d'entreprise**, où elles peuvent financer des initiatives spécifiques (ex. ateliers de formation, projets environnementaux).

- Collaborer avec des **fondations philanthropiques** ou des fonds dédiés aux jeunes et à l'éducation pour obtenir des subventions sur le long terme.

3. **Création d'une plateforme de financement participatif local :**

    - Établir une **plateforme de financement participatif** destinée aux jeunes entrepreneurs pour encourager des contributions locales, où les particuliers peuvent financer directement des projets innovants à travers de petits dons récurrents.

Mobilisation de Ressources Matérielles

1. **Dons en nature et partenariats avec des entreprises :**

    - Négocier avec des **entreprises locales et internationales** pour obtenir des **dons de matériel** (ordinateurs, équipements éducatifs, mobilier) ou des réductions substantielles sur l'achat de biens nécessaires.

    - **Programmes de troc ou d'échange** : Créer des accords avec des partenaires (ONG, entreprises) pour l'échange de ressources en fonction des besoins respectifs.

2. **Appel aux volontaires et experts locaux :**

    - Mettre en place un **réseau de bénévoles** composé d'experts locaux (éducation, environnement, développement communautaire) qui peuvent fournir des **ressources immatérielles** comme du coaching, des formations spécialisées, ou des ateliers d'accompagnement gratuits.

    - Collaborer avec des **universités** pour que des **étudiants stagiaires** puissent contribuer au projet tout en développant leurs compétences, réduisant ainsi les coûts de prestation de services.

3. **Partage de ressources interinstitutionnelles :**

    - Instaurer des **accords de partenariat** avec des ONG locales et des institutions pour **mutualiser des ressources matérielles** (ex. centres de formation, bureaux, accès à Internet, véhicules) afin de réduire les coûts opérationnels.

Cadre de suivi et d'évaluation

1. **Renforcement des Capacités des Jeunes**

- **Indicateurs** :

- Nombre de jeunes participants aux ateliers et programmes éducatifs.
- Nombre d'écoles partenaires intégrant les modules éducatifs.
- Nombre de retours positifs sur les supports éducatifs.

- **Collaboration** : Institutions académiques, ONG locales, Ministères de l'Éducation et de l'Environnement.

2. **Facilitation de l'Accès au Financement**

- **Indicateurs** :

- Montant total des fonds alloués aux jeunes.
- Nombre de jeunes ayant soumis des projets financés.
- Nombre de projets financés réussis.

- **Collaboration** : Institutions financières, ONG, agences gouvernementales.

3. **Optimisation de la Représentation Politique des Jeunes**

- **Indicateurs** :

- Nombre de jeunes impliqués dans les comités de gestion de l'eau.
- Nombre de réunions des plateformes de dialogue.
- Niveau de satisfaction des jeunes participants.

- **Collaboration** : Ministères, ONG locales, groupes de jeunes.

4. **Utilisation de la Technologie pour l'Accès à l'Information**

- **Indicateurs** :

- Nombre d'utilisateurs de la plateforme numérique.
- Nombre d'interactions sur les réseaux sociaux.
- Nombre de formations sur les outils technologiques.

- **Collaboration** : Startups technologiques, ONG, jeunes leaders.

5. **Encouragement de la Participation des Jeunes à la Recherche**

- **Indicateurs** :

- Nombre de projets de recherche initiés par des jeunes.
- Nombre de jeunes participants aux concours d'innovation.
- Nombre de collaborations avec des institutions de recherche.

- **Collaboration** : Universités, ONG, centres de recherche.

6. **Promotion de l'Inclusion des Jeunes Femmes**

- **Indicateurs** :

- Nombre de jeunes femmes participantes aux programmes de leadership.
- Nombre de réseaux de mentorat établis.
- Nombre de campagnes de sensibilisation sur l'égalité des genres.

- **Collaboration** : Ministères, ONG féminines, partenaires féminins.

7. **Adoption d'une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)**

- **Indicateurs** :
- Nombre de projets GIRE initiés.
- Nombre d'initiatives de préservation des écosystèmes aquatiques.
- Nombre de systèmes d'alerte précoce installés.

- **Collaboration** : ministère de l'Environnement, ONG, gouvernements locaux.

Apprentissage organisationnel et ajustements stratégiques

Apprentissage

- **Analyse des données** : Identifier les réussites et les domaines à améliorer.
- **Ajustement des stratégies** : Modifier les actions selon les évaluations intermédiaires.
- **Leçons apprises** : Documenter les bonnes pratiques et les obstacles.
- **Feedback des parties prenantes** : Intégrer les retours pour améliorer les interventions.

Gestion des Risques et Plan d'Atténuation

1. Analyse des Risques

1. **Risques institutionnels** : Dysfonctionnements des partenariats ou changements politiques.
2. **Risques financiers** : Retard ou insuffisance de financement, volatilité économique.
3. **Risques sociaux** : Faible participation des jeunes, inégalités de genre.
4. **Risques environnementaux** : Désastres naturels, dégradation des ressources naturelles.
5. **Risques technologiques** : Dysfonctionnements numériques, accès limité à Internet.

2. Stratégies d'Atténuation

Pour chaque risque, des mesures d'atténuation sont mises en place :

1. **Risques institutionnels** : Diversification des partenariats, dialogue avec les autorités.
2. **Risques financiers** : Stratégies de levée de fonds et flexibilité budgétaire.

3. **Risques sociaux** : Mobilisation des jeunes, promotion de l’égalité des genres.
4. **Risques environnementaux** : Planification selon les saisons, gestion durable des ressources.
5. **Risques technologiques** : Systèmes de secours numériques, renforcement de l'accès à Internet.

CHAPITRES VI : RECOMMANDATIONS, PERSPECTIVES ET CONCLUSION



Recommandations

1. **Nommer un Responsable de la Gestion des Membres :**
   Désigner un membre du comité exécutif spécifiquement chargé de la gestion des membres. Celui-ci aura la charge d'assurer la communication, la coordination et l'engagement des membres à travers des activités régulières.

2. **Établir un Conseil d'Administration :**
   Proposer la création d'un conseil d'administration composé d'anciens membres du comité exécutif. Ce conseil aura pour mission d'accompagner le comité central, d'offrir des conseils stratégiques et de garantir la continuité des actions.

3. **Mettre en Place un Système de Mentorat :**
   Instaurer un programme de mentorat qui associe des jeunes leaders à des membres expérimentés, afin de renforcer les capacités.

4. **Organiser des Retraites de Renforcement d'Équipe :**
   Organiser des retraites régulières pour le comité exécutif et les membres clés, afin de favoriser la cohésion d'équipe, de clarifier les rôles.

5. **Développer une Plateforme d'Échange d'Expériences :**
   Proposer la mise en place d'une plateforme en ligne où les membres peuvent partager leurs expériences, poser des questions et échanger des bonnes pratiques.

6. **Évaluer et Adapter les Programmes :**
   Réaliser des évaluations régulières des programmes et initiatives en place, afin de mesurer leur efficacité et d'adapter les actions en fonction des résultats et des retours des membres.

7. **Mettre en Place des Canaux de Communication Clairs :**
   Etablir des canaux de communication clairs et accessibles pour faciliter l'échange d'informations entre les membres et le comité exécutif.

8. **Promouvoir la Formation Continue :**
   Offrir des formations continues aux membres, abordant des thématiques telles que la gestion de projet, le leadership et la communication.

9. **Instaurer un Système de Reconnaissance des Contributions :**
   Proposer la mise en place d'un système de reconnaissance pour valoriser les contributions et les réalisations des membres. Cela peut inclure des prix, des certificats ou des mentions spéciales, renforçant ainsi le sentiment d'appartenance et de motivation.

10. **Faciliter les Partenariats avec d'autres Organisations :**
    Etablir des partenariats avec d'autres organisations, tant au niveau local qu'international, afin de créer des synergies, d'accroître les ressources et de favoriser des échanges enrichissants entre membres.

Perspectives

Les perspectives qui se dégagent du plan stratégique pour le PHJEA vont au-delà des actions immédiates et visent à définir une vision à long terme pour le développement des jeunes. Elles engendrent des réflexions sur les évolutions possibles et les impacts futurs qui pourraient découler de la mise en œuvre des recommandations.

1. **Autonomisation Durable** : À terme, le PHJEA pourrait devenir un modèle d'autonomisation des jeunes en favorisant un environnement où ils sont activement impliqués dans les processus décisionnels. Cette autonomisation pourrait également s'étendre à d'autres régions, inspirant des initiatives similaires ailleurs, créant ainsi un effet d'entraînement.

2. **Partenariats Renforcés** : La création de réseaux solides avec d'autres organisations, entreprises et institutions académiques pourrait mener à des collaborations fructueuses. Ces partenariats permettront de mutualiser les ressources et d'élargir l'impact des initiatives du PHJEA, tout en favorisant un échange constant de bonnes pratiques.

3. **Évolution des Rôles Sociaux** : L'accent mis sur l'engagement des jeunes pourrait transformer leur perception au sein de la société. Avec des rôles plus proactifs, les jeunes pourraient devenir des agents de changement, influençant positivement les attitudes sociétales envers leur génération.

4. **Adaptabilité aux Changements Sociétaux** : Les dynamiques sociales, économiques et environnementales étant en constante évolution, le PHJEA se positionne comme un acteur capable d'adapter ses stratégies en fonction des besoins émergents. Cette flexibilité permettra de garantir la pertinence des initiatives et leur alignement avec les réalités actuelles.

5. **Renforcement de l'Identité Collective** : En cultivant un sentiment d'appartenance et d'identité au sein des jeunes, le PHJEA pourrait contribuer à créer une communauté soudée, engagée et fière de ses contributions. Ce renforcement de l'identité collective pourrait également mener à une plus grande solidarité intergénérationnelle.

Conclusion

Le plan stratégique élaboré pour le PHJEA se révèle être un instrument crucial pour la transformation et l'optimisation des actions en faveur des jeunes. En intégrant des approches méthodiques et systématiques, ce plan s'attaque aux défis complexes auxquels les jeunes sont confrontés aujourd'hui. L'accent est mis sur la nécessité de mesurer et d'évaluer chaque initiative à l'aide d'indicateurs de performance rigoureux, garantissant ainsi une transparence et une responsabilité accrues. Les axes stratégiques principaux incluent le renforcement des capacités des jeunes, l'amélioration de leur accès au financement et l'augmentation de leur représentation politique. La mise en place d'un conseil d'administration, ainsi que l'instauration d'un système de mentorat, constituent des étapes essentielles pour faciliter le transfert de connaissances et assurer un soutien continu. Ces mesures visent à promouvoir une culture de leadership et d'engagement au sein de l'organisation, renforçant ainsi la cohésion et la collaboration entre tous les membres.

Les recommandations formulées, notamment l'établissement de canaux de communication clairs et accessibles, sont primordiales pour faciliter les échanges d'informations et garantir la transparence, condition sine qua non d'une bonne gouvernance. De plus, l'évaluation continue des programmes et initiatives veillera à leur pertinence et à leur efficacité, tout en permettant des ajustements nécessaires en fonction des retours des membres et des évolutions contextuelles. La mise en œuvre de ce plan stratégique repose sur une synergie dynamique entre divers acteurs : institutions académiques, organismes gouvernementaux, autorités locales, leaders communautaires, ONG et jeunes leaders. En favorisant un partenariat actif et engagé, il sera possible d'optimiser les ressources disponibles, d'assurer la pérennité des initiatives et d'amplifier leur impact.

Ainsi, le PHJEA se positionne comme un catalyseur de changement, œuvrant pour l'autonomisation des jeunes et la construction d'un avenir durable et inclusif. La détermination à atteindre ces objectifs contribuera à faire du PHJEA un modèle d'engagement et d'innovation au service de la jeunesse, apportant des réponses concrètes aux aspirations et aux besoins des jeunes dans la société actuelle.

Références

Consulat Général d'Haïti à Montréal. (2006). *L'économie haïtienne. Investir en Haïti : un choix intelligent 2006*. https://www.haiti.org/wp-content/uploads/2012/09/leconomie_haitienne.pdf

Corps Législatif. (2017). Loi portant création, organisation et fonctionnement du service national de gestion des résidus solides (SNGRS). *Le Moniteur*, 6–12. https://faolex.fao.org/docs/pdf/Hai172031.pdf

DINEPA. (2008). *Plan strategique sectoriel pour le secteur de l'eau potable et de l' assainissement*. https://www.dinepa.gouv.ht/wp-content/uploads/2014/11/Plan-strategique-du-secteur-de-leau-potable-et-de-lassainissement.pdf

FAO. (2015). *Profil de Pays-Haïti*. https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/f43ca461-62ae-42dd-8a52-4c053dfc3487/content

IHSI. (2015). *Population totale, par sexe et population de 18 ans et plus. Ménages et densités estimées en 2015.* https://www.haiti-now.org/wp-content/uploads/2021/01/Estimat_PopTotal_18ans_Menag2015-1.pdf

La Constitution de La République d'Haïti (1987). https://www.oas.org/juridico/PDFs/mesicic4_hti_const.pdf

Mock, C. N., Nugent, R., Kobusingye, O., & Smith, K. R. (2017). *Disease Control Priorities, Third Edition (Volume 7): Injury Prevention and Environmental Health* (C. N. Mock, R. Nugent, O. Kobusingye, & K. R. Smith (Eds.)). Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0522-6

MSPP, & UEP. (2023). *Rapport Statistique 2022*. https://mspp.gouv.ht/site/downloads/Rapport Statistique MSPP 2022.pdf

OECD. (2021). Haiti: Strengthening Public Administration for Resilient and Sustainable Governance. *OECD Public Governance Reviews*. https://doi.org/10.1787/dfd5f806-en

OIF. (n.d.). *La jeunesse francophonie en chiffre.* Portail Jeunesse. https://jeunesse.francophonie.org/content_page/la-jeunesse-francophonie-en-chiffre

ONU. (2018). *Jeunesse 2030.Travailler avec et pour les jeunes. Stratégie des Nations Unies pour la Jeunesse*. 5–16. https://www.un.org/youthenvoy/wp-content/uploads/2014/09/UN-Youth-Strategy_French.pdf

Riquelme, R., Méndez, P., & Ianthe, S. (2016). Solid Waste Management in the Caribbean Proceedings from the Caribbean Solid Waste Conference. *Inter-American Development Bank, April*, *IDB-TN-935*, 61. https://publications.iadb.org/bitstream/handle/11319/7650/Solid-Waste-Management-in-the-Caribbean-Proceedings-from-the-Caribbean-Solid-Waste-Conference.pdf?sequence=1

Singh, B., & Cohen, M. J. (2014). Adaptation aux changements climatiques. Le cas d'Haïti. In *Rapports de Recherche OXFAM*. https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/rr-climate-change-resilience-haiti-260314-fr_2.pdf

UN. (2019). World Urbanization Prospects. In *Department of Economic and Social Affairs* (Vol. 12). https://population.un.org/wup/Publications/Files/WUP2018-Report.pdf

UN. (2024). World Population Prospects 2024. Data Sources. In *Department of Economic and Social Affairs* (Issues 1–281). https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49/.

UNESCO. (2023). *À l'horizon | La jeunesse et les politiques culturelles : l'âge de la maturité.* https://www.unesco.org/fr/articles/lhorizon-la-jeunesse-et-les-politiques-culturelles-lage-de-la-maturite

UNFPA. (2016). *L´ONU appelle à l´action : 42% des haïtiens n´ont pas d´accès à l´eau potable et 72% ne disposent pas d´assainissement adéquat*. UNFPA Haïti. https://haiti.unfpa.org/fr/news/l´onu-appelle-à-l´action-42-des-haïtiens-n´ont-pas-d´accès-à-l´eau-potable-et-72-ne-disposent#:~:text=En Haiti%2C le taux de,leur développement intellectuelle et physique.

UNICEF. (2019). *L'UNICEF organise le Forum des adolescents et des jeunes sur l'employabilité*. https://www.unicef.org/haiti/communiqués-de-presse/lunicef-organise-le-forum-des-adolescents-et-des-jeunes-sur-lemployabilité#:~:text=pour les filles.-,En Haïti%2C 54 pourcent

USAID, & SWP. (2021). Haiti Water Resources Profile Overview. *Winrock International*, 2–9. https://winrock.org/wp-content/uploads/2021/08/Haiti_Country_Profile.pdf

WHO. (2022). *Disease Outbreak News; Cholera - Haiti*. https://www.who.int/emergencies/disease-outbreak-news/item/2022-DON415

World Bank. (2021). *Haiti-Current Climate-Climatology*. World Bank Group.Climate Change Knowledge Portal. https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/haiti/climate-data-historical

World Bank. (2023). *In Haiti, Access to Water and Sanitation is Vital, and the World Bank Is Making This Possible*. World Bank Group. https://www.worldbank.org/en/news/feature/2023/03/22/in-haiti-access-to-water-and-sanitation-is-vital-and-the-world-bank-is-making-this-possible

World Bank. (2024a). Haiti Gender Landscape. In *World Bank Group*. https://doi.org/10.1088/1751-8113/44/8/085201

World Bank. (2024b). *Haïti Présentation*. World Bank Group. https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview

World Bank. (2024c). *Population, female (% of total population)*. World Bank Group. Gender Data Portal. https://genderdata.worldbank.org/en/indicator/sp-pop-totl-fe-zs